



CINQUIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES OCEANS, LES COTES ET LES ILES: 3-7 MAI 2010

La cinquième Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles s'est tenue du 3 au 7 mai 2010 au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à Paris, France.

Cette Conférence était organisée par le Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles, créé par un groupe de coordination non officiel lors du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de Johannesburg, en Afrique du Sud, en 2002. Composé de représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales (ONG), le Forum mondial sert de plateforme de partage d'information et de dialogues intersectoriels sur les questions affectant les océans, les côtes et les îles, en vue d'atteindre le développement durable dans ces domaines.

La cinquième Conférence mondiale était co-accueillie par la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO et le Gouvernement français.

La Conférence était organisée autour de trois sessions thématiques: garantir la survie, préserver la vie et améliorer la gouvernance. L'événement a aussi célébré le 50^{ème} anniversaire de la COI ainsi que l'Année internationale de la biodiversité 2010. Il a réuni plus de 850 participants venus de 80 pays (dont 63% étaient des pays en développement et des petits Etats insulaires en développement (PEID)) dont des dirigeants gouvernementaux, des responsables de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et d'autres agences internationales, des ONG, des industriels, des bailleurs de fonds pour les océans, des organisations scientifiques, ainsi que des réseaux de musées et d'aquariums.

Un Symposium politique, scientifique et technique a eu lieu le lundi et le mardi, pendant lequel les participants ont assisté à des séances plénières et simultanées qui ont exploré les trois thèmes majeurs de la Conférence à travers des présentations et des discussions. Trois tables rondes spéciales ont eu lieu le mercredi pour les représentants officiels nationaux de haut niveau, les parlementaires de l'océan, et les autorités régionales, provinciales et locales. Sept Groupes de travail du Forum mondial se sont réunis simultanément pendant la journée pour discuter des recommandations spécifiques pour que les décideurs nationaux et internationaux fassent progresser le programme mondial sur les océans. Les deux dernières journées de la Conférence ont été consacrées à une Conférence politique "La voie à suivre" constituée de sessions plénières sur les thèmes majeurs de la Conférence.

Ce rapport présente, par ordre chronologique, un résumé des présentations et des discussions qui ont eu lieu en plénière et dans une sélection de sessions simultanées, ainsi que les trois tables rondes spéciales.



Vue de la Tour Eiffel et de l'Ecole Militaire depuis le balcon de l'UNESCO (7ème étage)

BREF HISTORIQUE DU FORUM MONDIAL ET DES POLITIQUES ET DE LA GESTION INTERNATIONALES DES OCEANS ET DES COTES

CNUED: La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui a eu lieu à Rio de Janeiro au Brésil, en 1992, était la première assemblée internationale majeure couvrant les questions liées au développement durable au niveau mondial. Les participants à la CNUED ont adopté l'Agenda 21, un plan pour atteindre un développement durable au 21^{ème} siècle, et les Principes de Rio, qui définissent le droit des peuples au développement et leur responsabilité de sauvegarder l'environnement commun. Le Chapitre 17 de l'Agenda 21 appelle à l'adoption d'approches

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du Forum mondial et des politiques et de la gestion internationales des océans et côtes	1
Compte rendu de la Conférence	3
Symposium politique, scientifique et technique	3
Symposium spécial: 50 ans de la COI: coopération internationale sur les sciences marines naturelles et sociales	9
Tables rondes spéciales	11
Conférence politique	14
Réunions à venir	21
Glossaire	23

Ce *Bulletin de la Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, qui publie le *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été écrit et édité par Graeme Auld, Alice Bisiaux, et Daniela Diz, Ph.D. Edition numérique: Dan Birchall. Version française: Bo-Alex Fredvik – Correctrice: Alice Bisiaux. Editrice en chef: Robynne Boyd <robynne@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement ayant permis la couverture de cette réunion a été fourni par le College of Marine and Earth Studies, Université du Delaware. L'IIDD peut être contacté au 161 Portage Avenue East, 6ème étage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Des copies électroniques du *Bulletin* sont envoyées aux listes de distribution (formats HTML et PDF) et sont accessibles sur notre site internet à l'adresse <http://www.iisd.ca/>. Pour tout renseignement sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, United States of America.

nouvelles et intégrées pour le développement durable des océans et des zones côtières, et les Principes de Rio introduisent le principe de précaution comme une composante des nouvelles approches pour aborder les accords relatifs aux océans.

LES ACCORDS ET LES ACTIVITÉS DE L'APRES-CNUED: Depuis la CNUED, des progrès significatifs ont été enregistrés dans le développement de la législation, des accords et des programmes d'action au niveau international. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUMD) est entrée en vigueur en 1994 et fournit un cadre général pour d'autres accords relatifs aux océans. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (GPA), le Mandat de Jakarta de la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique côtière et marine, ainsi que l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons chevauchants et poissons grands migrateurs (Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons) ont tous été adoptés en 1995. Le Programme pour les mers régionales du PNUE, lancé en 1974 à la suite de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui s'est tenue à Stockholm en 1972, a continué après le CNUED à guider le processus de coopération régionale, alors que le Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des PEID de 1994 a contribué à un renforcement général des questions reliées aux PEID dans l'agenda politique.

De nombreux efforts de renforcement des capacités et de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ont aussi été fournis aux niveaux national et local, y compris la création des cadres politiques et l'établissement des aires protégées et des projets de conservation. Les investissements du secteur privé en partenariat avec les gouvernements, les avancées technologiques et de la recherche scientifique, et les efforts des ONG pour sensibiliser l'opinion publique, ont tous contribué à l'évolution du développement durable et de la gestion des zones côtières et marines.

LA PREMIERE CONFERENCE MONDIALE: La première Conférence mondiale sur les océans et les côtes a eu lieu du 3 au 7 décembre 2001 à Paris, France, et était organisée autour du thème "Rio +10: Vers le SMDD de 2002". Les participants ont: évalué le statut des océans et des côtes et les progrès réalisés au cours de la dernière décennie; identifié les défis permanents et les nouveaux; examiné les options pour une action concertée sur les questions intersectorielles; et entamé un travail préparatoire pour inclure une perspective des océans et les questions reliées aux PEID dans l'agenda du SMDD.

SMDD: Le SMDD s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Les résultats du Sommet incluaient l'adoption du Plan de mise en œuvre de Johannesburg qui contient un certain nombre d'objectifs et cibles propres à la gestion des océans, parmi lesquels: encourager l'application de l'approche écosystémique d'ici 2010 pour le développement durable des océans; promouvoir la gestion intégrée des côtes et des océans au niveau national, et encourager et appuyer les pays dans l'élaboration des politiques sur les océans et des mécanismes de GIZC; protéger l'environnement marin contre la pollution due aux activités terrestres; atteindre une réduction significative du taux actuel de la perte de biodiversité d'ici 2010; développer et faciliter l'usage de divers approches et outils; éliminer les pratiques de pêche destructrices; établir des aires marines protégées (AMP) compatibles avec le droit international et basées sur de

l'information scientifique, y compris les réseaux représentatifs d'ici 2012; éliminer les subventions qui contribuent à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et à la surcapacité; et, de manière urgente et si possible en 2015 au plus tard, maintenir ou restaurer les stocks de poissons réduits à des niveaux permettant de produire un rendement maximal durable.

LA DEUXIEME CONFERENCE MONDIALE: La deuxième Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles "Se mobiliser pour la mise en œuvre des engagements pris lors du SMDD de 2002 sur les océans, les côtes et les PEID", a eu lieu du 12 au 14 novembre 2003 à l'UNESCO à Paris, France. La conférence était organisée par le Forum mondial et a stimulé le processus de mise en œuvre initiale des engagements du SMDD.

LA REUNION INTERNATIONALE POUR LA REVUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LES PEID: La Réunion internationale s'est tenue du 10 au 14 janvier 2005 à Port Louis, Ile Maurice. Les délégués ont adopté la Déclaration de Maurice et la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID.

LE SOMMET SUR LA POLITIQUE DES OCEANS: Le Sommet sur la politique des océans "Conférence internationale sur la politique intégrée des océans: Expériences nationales et régionales, perspectives et pratiques émergentes", était organisé par le Forum mondial à Lisbonne, Portugal, du 10 au 14 octobre 2005. Le Sommet a évalué les avancées réalisées vers les objectifs du SMDD et les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) liés à la gouvernance intégrée des océans aux niveaux national et régional. Les participants ont examiné comment les politiques régionales et nationales sur les océans pouvaient être renforcées et élargies.

LA TROISIEME CONFERENCE MONDIALE: La troisième Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles, dont le thème était "Faire avancer le programme mondial sur les océans", a eu lieu à Paris, France, du 24 au 27 janvier 2006. La réunion visait à accélérer les progrès vers l'atteinte des objectifs des politiques internationales sur les océans, en particulier ceux liés au SMDD et aux OMD. Les participants ont aussi examiné deux questions politiques majeures émergentes affectant les océans: la gouvernance en haute mer et les impacts étendus des changements climatiques sur les milieux marins et côtiers.

LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE: La quatrième Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles, "Faire avancer la gestion écosystémique et la gestion intégrée des côtes et des océans d'ici 2010 dans le contexte des changements climatiques", a eu lieu à Hanoi, Viet Nam, du 8 au 11 avril 2008. La réunion a fait le point sur les succès et les échecs rencontrés dans les tentatives d'atteinte des objectifs adoptés par les leaders politiques mondiaux lors du SMDD de 2002 concernant la gestion et la conservation des océans dans le contexte des changements climatiques. La réunion était organisée autour de trois thèmes majeurs: atteindre la gestion écosystémique et la gestion intégrée des côtes et des océans d'ici 2010; climat, océans et sécurité: aborder les impacts sur les écosystèmes vulnérables et sur les communautés côtières vulnérables, en particulier dans les PEID; et la gouvernance des écosystèmes marins et de leur usage dans les zones au-delà des limites des juridictions nationales.

LA CONFERENCE DE COPENHAGUE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Copenhague, Danemark, a eu lieu du 7 au 19 décembre 2009.

Elle incluait la 15^{ème} session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP 15) et la cinquième Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CdP/RdP 5). Pendant deux semaines des négociations caractérisées "d'intenses" par de nombreuses personnes, ont eu lieu au niveau des experts, des Ministres et Chefs d'États. Plus de 110 leaders mondiaux ont participé au segment conjoint de haut niveau CdP et CdP/RdP du 16 au 18 décembre. Au cours de la réunion, des divergences sont apparues, notamment sur la question de savoir si les travaux devaient être menés en comité restreint des «Amis de la Présidente» ou en groupes de contact ouverts à tous. Au cours du segment de haut niveau, des négociations non officielles ont eu lieu dans un groupe composé de représentants des grandes économies et de représentants des groupes régionaux et autres groupes de négociation. Tard le vendredi soir, ces pourparlers ont abouti à un accord politique baptisé «Accord de Copenhague». Au cours de la plénière de clôture de la CdP, les parties ont convenu d'adopter une décision de la CdP en vertu de laquelle la CdP «prend note» de l'Accord de Copenhague. Les parties ont également établi une procédure permettant aux pays en faveur de l'Accord de Copenhague d'y adhérer.

LA JOURNÉE MONDIALE DES OcéANS: Pendant la CdP 15, le Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles, le Gouvernement d'Indonésie et l'Agence européenne pour l'environnement ont organisé une journée spéciale le 14 décembre 2009 pour souligner le rôle central des océans dans le maintien de la vie sur la planète et aborder les menaces auxquelles font face les communautés côtières, en particulier dans les pays en développement et les petits États insulaires. La Journée mondiale des océans a souligné le lien direct entre les changements climatiques, la santé des océans et le bien-être des humains. Elle a réuni 320 participants représentant les gouvernements, les agences des Nations Unies, les ONG, la science et l'industrie, venus de 40 pays pour aborder le rôle des océans dans les changements climatiques et le fait que près de 50% de la population mondiale habitant les zones côtières souffrira de façon disproportionnée du réchauffement des océans, de la montée du niveau de la mer, des événements météorologiques extrêmes et de l'acidification des océans.

COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE

SYMPOSIUM POLITIQUE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

OUVERTURE DU SYMPOSIUM: Le lundi 3 mai 2010, Janot-Reine Mendler de Suarez, ancien Coordinateur de projet, Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a accueilli les participants à la réunion et a introduit les co-Présidents de la Conférence.

La co-Présidente, Wendy Watson-Wright, Secrétaire Exécutive, Commission océanographique intergouvernementale (COI), Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), a noté qu'un milieu marin en bonne santé est impératif pour le bien-être social, et a mis l'accent sur le fait qu'une approche holistique et une gestion basée sur la science sont nécessaires.



Co-Présidente Wendy Watson-Wright, Secrétaire Exécutive, COI, UNESCO

Elle a souligné que les changements climatiques devraient être la préoccupation centrale actuelle et que l'amélioration de la résilience des écosystèmes marins, notamment par la mise en œuvre de l'approche de précaution et écosystémique, est essentielle à l'atténuation des impacts des changements climatiques sur les océans.



Co-Présidente Biliana Cicin-Sain, Chef du Secrétariat, Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles

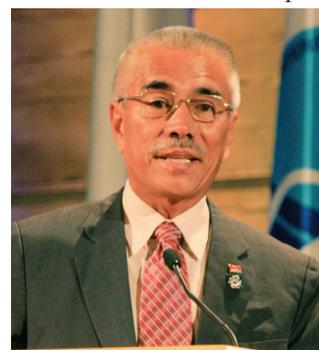
La co-Présidente, Biliana Cicin-Sain, Chef du Secrétariat du Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles, a souligné la singularité de la Conférence mondiale sur les océans en réunissant toutes les parties prenantes des océans. Elle a insisté sur le rôle de la Conférence dans l'évaluation de la mise en œuvre des engagements mondiaux, l'identification des problématiques émergentes, et le développement d'un schéma

d'organisation pour influencer les décisions nationales et internationales afin d'aborder les défis liés: aux changements climatiques, à la conservation de la biodiversité, la mise en œuvre de la gestion écosystémique et la gestion intégrée des zones côtières (GIZC); et le renforcement des capacités et la communication avec le public.

Le co-Président, Laurent Stefanini, Ambassadeur délégué à l'environnement, Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, France, a introduit deux initiatives pour la conservation des coraux et la mise en place de réseaux scientifiques travaillant sur les écosystèmes marins et la biodiversité, et il a insisté sur le rôle crucial de la science pour la politique publique. Il a dit



Co-Président Laurent Stefanini, Ambassadeur délégué à l'environnement, Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, France



S.E. Anote Tong, Président de la République de Kiribati

que l'Année internationale de la biodiversité 2010 souligne l'importance de la gouvernance coordonnée, collaborative et à plusieurs niveaux pour aborder l'étendue de la problématique des océans.

S.E. Anote Tong, Président de la République de Kiribati, a souligné l'importance des océans pour le bien-être et le patrimoine culturel des petits États insulaires et mis l'accent sur les menaces de la globalisation, de la pêche industrielle et des changements climatiques. Il a noté les progrès accomplis dans la gouvernance des océans à travers les initiatives régionales et nationales de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM), mais il a attiré l'attention sur les problèmes continus liés à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), l'augmentation de l'efficacité des technologies de pêche, et les coûts élevés du monitoring des activités de pêche. Il a parlé de développements positifs tels que l'Aire protégée des îles Phoenix en Kiribati ainsi que la fermeture par les Parties à l'Accord de Nauru de régions

de haute mer importantes pour les stocks de thon restants. Tong a noté le besoin de discuter de façon pragmatique de la relocalisation des populations face à la montée du niveau



Janot-Reine Mendler de Suarez, ex-Coordinatrice de Projet, FEM

de la mer, et il a insisté sur la nécessité d'un accord climatique contraignant.

Les auteurs principaux des trois briefings politiques préparés par la Conférence ont donné un aperçu des questions directrices. Janot-Reine Mendler de Suarez, ancien Coordinateur de projet, FEM, a discuté des questions relatives aux changements climatiques et a demandé: Qui se battra pour la sauvegarde des océans, du climat et d'un futur restreint en carbone?

Est-ce que la 16^{ème} session de la Conférence des Parties (CdP 16) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sera le point tournant?



Marjo Vierros, membre adjoint, Université des Nations Unies, Institut des études avancées

Marjo Vierros, Chercheur principal associé, Université des Nations Unies, Institut des Hautes Études, a discuté des questions relatives à la biodiversité y compris: Comment faire en sorte que la biodiversité importe à tout le monde, des décideurs politiques au grand public? Comment s'assure-t-on que la conservation bénéficie aux communautés locales? Comment s'assure-t-on que les coûts et les bénéfices de la conservation sont équitablement partagés?



David Freestone, Professeur invité titulaire de la Chaire de Lobingier, Ecole de Droit, Université George Washington

David Freestone, Professeur invité titulaire de la Chaire Lobingier, École de Droit, Université George Washington, a décrit sommairement les questions relatives à l'amélioration de la

gouvernance, notamment: Comment traiter les ressources océaniques comme des ressources mondiales? Comment développer un cadre de gestion mondiale exhaustif avec des principes modernes.

SESSIONS SIMULTANÉES: Les cinquante-sept sessions simultanées du Symposium politique, scientifique et technique ont eu lieu le lundi et le mardi, et ont couvert les trois thèmes de la Conférence: garantir la survie, préserver la vie et améliorer la gouvernance. Ci-après suit un résumé chronologique des discussions qui ont eu lieu dans une sélection de sessions couvertes par l'IIDD-SR.



Participants de la session "Gérer les zones humides côtières tropicales et la demande internationale grandissante pour les fruits de mer: L'aquaculture industrielle des crevettes peut-elle être durable et socialement responsable?" organisée par DSCC et le Projet Action Mangrove

Changements climatiques, océans et gouvernance internationale: à la recherche de réponses rationnelles aux changements climatiques:

Cette session a eu lieu le lundi matin et était présidée par Duncan Currie, Conseiller, Greenpeace International et Coalition pour la préservation des profondeurs océaniques (DSCC). Les panélistes ont abordé le besoin de: développer une adaptation aux changements climatiques qui s'intègre dans les cadres, les plans et les réglementations déjà existants; aborder les divers usages de la création d'aires marines protégées (AMP); considérer les incertitudes pesant sur les propositions de la géo-ingénierie, leurs dommages collatéraux potentiels et leur gouvernance appropriée; financer et centraliser le leadership du Programme pour les mers régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); réduire la pollution de l'air issue du trafic maritime mondial et se pencher sur le rôle de l'Organisation Maritime Internationale (OMI); et s'accorder sur une nouvelle loi internationale sur la délimitation des frontières maritimes pour éviter les pertes de territoires maritimes à cause de l'élévation du niveau de la mer.

Gérer les zones humides côtières tropicales face à une demande internationale croissante de denrées alimentaires issues de la mer: l'aquaculture industrielle des crevettes peut-elle être écologiquement durable et socialement responsable?

Cette session a eu lieu le lundi matin et était modérée par Matthew Gianni, Conseiller politique, DSCC. Les panélistes ont discuté de l'impact de l'aquaculture des crevettes sur les écosystèmes côtiers, y compris la déforestation des mangroves, la perte de biodiversité, les violations des droits de l'homme dans les communautés locales et l'appauvrissement de ces dernières. Ils ont donné des exemples en Asie, en Afrique et en Amérique Latine de destructions des moyens de subsistance résultant des élevages de crevettes responsables de la pollution et de la destruction des forêts de mangroves alors que ces dernières offrent un habitat important pour les poissons et servent de rempart naturel contre les événements



Panélistes pendant la session "Changement climatique et Océans et Gouvernance Internationale: A la recherche de réponses significatives aux changements climatiques", organisée par Greenpeace International

climatiques extrêmes. Les panélistes ont ensuite reconnu que la certification des pratiques de pêche durables est un outil important de la gestion des pêches, mais ils se sont opposés à la certification de la crevetticulture, arguant que la majorité des activités d'élevage de crevettes sont non durables. Les panélistes ont aussi noté le besoin de diminuer la consommation de crevettes.

Les progrès accomplis en matière d'approche écosystémique de la pêche: Cette session a eu lieu le lundi matin et était modérée par Serge Garcia, Président, Groupe d'experts en pêches de la Commission de la Gestion des Écosystèmes, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Il a souligné que malgré un accord sur les principes fondateurs de l'approche écosystémique, sa mise en œuvre demeure un défi. Les panélistes ont passé en revue les expériences du Canada, des États-Unis et des Philippines en matière d'approche écosystémique, ils ont discuté des aspects clés de cette approche, et l'ont considérée comme une évolution par rapport aux approches traditionnelles plutôt qu'un nouveau paradigme révolutionnaire. Ils ont insisté sur la dimension humaine de l'approche écosystémique, y compris la manière dont les décisions sont prises en fonction des objectifs, de l'évaluation des impacts, des dispositifs incitatifs, et de la mise en œuvre des interventions de gestion. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont considéré: l'amélioration de la mise en œuvre par l'offre de fonds de transition, tel que le paiement des services écosystémiques, afin d'éviter la résistance à la réduction des quotas; le rôle de la certification MSC (*Marine Stewardship Council*) pour faciliter une approche écosystémique, et les défis de la certification dans les pays en développement à cause de la pêche à petite échelle; et la plus grande attention accordée aux objectifs de développement de la GIZC.

Le tourisme côtier et les changements climatiques: Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était modérée par Michael Phillips, Chef, École de l'Environnement Construit et Naturel, Université Métropolitaine de Swansea. Les panélistes ont discuté: des diverses menaces pesant sur le tourisme côtier engendrées par les changements climatiques telles que l'augmentation de la fréquence des orages et des inondations, des marées plus hautes, et l'élévation du niveau de la mer; ainsi que des réponses à ces menaces. Ils ont également adressé: la manière dont l'industrie du tourisme s'est adaptée aux changements climatiques; de l'importance d'établir des partenariats pour que toutes les parties prenantes fassent front commun dans le combat contre les changements climatiques; du tourisme de plongée sous-marine et des changements climatiques en Asie du Sud-Est; des impacts des changements climatiques sur le tourisme en Antarctique – y compris l'accès de bateaux plus grands dans des zones



Participants de la session "Tourisme côtier et Changements climatiques", organisée par l'Université Swansea Metropolitan



Participants de la session "Une nouvelle approche de la conservation marine basée sur l'identification et l'entretien des services écosystémiques", organisée par l'UICN

plus étendues. Ils ont également abordé le déplacement des espèces, et les conditions de climat extrêmes; l'érosion des côtes; les inondations; la diminution des précipitations; et l'exploitation excessive des eaux souterraines du littoral méditerranéen au Maroc. Ils ont aussi parlé du besoin de faire davantage de recherche sur les impacts des changements climatiques – y compris adapter la réglementation climatique de l'UE aux régions les plus éloignées, telles que les Açores; et de la vulnérabilité spécifique des petits États insulaires en développement (PEID).

Une nouvelle approche de la conservation des milieux marins fondée sur l'identification et l'entretien des services écosystémiques: Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était modérée par Olivier Laroussinie, Directeur, Agence des aires marines protégées, France. Les panélistes ont souligné la nécessité de conserver la biodiversité et les écosystèmes et ont abordé, entre autres: les menaces sur les services, la structure et les fonctions des écosystèmes marins; ainsi que les méthodes pour estimer la valeur des services des écosystèmes marins, y compris la comparaison entre les coûts de restauration et l'augmentation de la résilience d'un écosystème. Les panélistes ont aussi abordé: le financement de la protection des services écosystémiques marins de valeur, y compris à travers le paiement des services écosystémiques dans les régions côtières et maritimes; les stratégies de marché telles que les mécanismes de certification de la pêche et les réserves touristiques; et les domaines potentiels d'expérimentation du paiement des services écosystémiques tels que la création d'AMP et la promotion des investissements du secteur privé et des partenariats.

Améliorer les politiques et l'intégration juridique en matière de gouvernance des océans: Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était modérée par David Freestone, Professeur invité titulaire de la Chaire de Lobingier, École de Droit, Université George Washington. Les panélistes ont discuté de: moyens pour améliorer les politiques et l'intégration juridique en matière de gouvernance des océans – y compris dans les zones au-delà des limites des juridictions nationales (ZJN); la fragmentation de la loi environnementale internationale qui limite la gouvernance intégrée des océans, la protection des récifs coralliens et la mise en œuvre de l'approche écosystémique; la nécessité d'avoir un régime intégré de réglementation pour la géo-ingénierie marine; et de la possibilité de gérer les litiges sous l'égide de la CNUDM en tant qu'alternative aux négociations de la CCNUCC pour réduire les émissions des gaz à effet de serre.

La gouvernance de l'Arctique: évaluation de son état actuel et orientations pour l'avenir: Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était modérée par Thomas Laughlin, Chef adjoint, Programme mondial milieu marin, UICN, et



Participants de la session “Gouvernance de l’Arctique: évaluer le paysage marin actuel et envisager les futures orientations”, organisée par l’UICN, le Conseil de Défense des Ressources Naturelles, et WWF-US

par David Vanderzwaag, Directeur, Institut du droit marin et de l’environnement, Université Dalhousie. Les panélistes ont discuté de la gouvernance actuelle de l’Arctique et des visions pour son avenir, en évoquant notamment: le trafic maritime en Arctique; les aspects positifs de l’Accord de Copenhague, tels que l’adoption de nouvelles cibles et les engagements des pays en développement; la course apparente vers les ressources de l’Arctique; le développement du régime juridique du plateau continental; le besoin de normes et procédés plus stricts pour évaluer et s’attaquer aux impacts cumulatifs de la pêche, du trafic maritime et des activités pétrolières offshore; et l’importance de créer des réseaux d’AMP. Une présentation a recommandé l’adoption d’un accord juridique général contraignant pour combler les lacunes actuelles de la gouvernance, alors que quelques participants ont argumenté que le régime juridique existant était suffisant pour aborder les défis de l’Arctique.

Améliorer la gouvernance des ressources côtières des îles du Pacifique grâce à l’intégration de différentes approches:

Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était modérée par Clive Wilkinson, Coordonnateur, Réseau mondial de suivi des récifs coralliens (GCMN pour *Global Coral Reef Monitoring Network*). Il a décrit la situation du Pacifique comme un cas unique, en insistant sur: les économies fragiles, la complexité des structures administratives, et le manque de ressources humaines et financières. Les panélistes ont discuté des défis auxquels sont confrontées les communautés côtières du Pacifique; des zones maritimes gérées localement; de la gestion intégrée des océans et des zones côtières (GIOZC) dans les Îles Salomon; et des difficultés concernant le renforcement des capacités au niveau communautaire. Parmi les recommandations figuraient: renforcer la gouvernance traditionnelle; établir des environnements favorables; discuter



Participants de la session “Améliorer la gouvernance des ressources côtières des îles du Pacifique en intégrant différentes approches”, organisée par le Réseau mondial de suivi des récifs coralliens

les besoins de recherche avec les communautés locales; éviter les attentes peu réalistes; améliorer les options de soutien financier; développer et maintenir des compétences suffisantes; aborder la gestion des océans d’une façon holistique; améliorer la collecte et la gestion de données; et partager les données entre les secteurs pour atteindre une gestion intégrée des îles.

Pour une harmonisation des indicateurs en vue d’une approche unifiée et intégrée de la gestion des usages humains des biens et des services écosystémiques et de l’adaptation aux changements climatiques mondiaux:

Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était modérée par Tom Malone, Professeur, Centre pour les études environnementales, Université du Maryland. Les panélistes ont abordé: l’importance d’avoir des indicateurs européens environnementaux convergents; le coût-efficacité de la télédétection; les indicateurs écologiques de la télédétection; les nombreuses applications de la télédétection pour la gestion écosystémique; les impacts de la santé des océans et des systèmes côtiers sur la santé humaine, notamment ceux de l’augmentation des inondations, les déversements de contaminants chimiques et l’augmentation de la fréquence et de l’intensité des blooms d’algues néfastes; et l’utilisation d’espèces sentinelles et des habitats en tant qu’indicateurs. Les participants ont écouté une présentation du Programme d’évaluation des eaux transfrontalières du FEM. Les panélistes ont aussi souligné le besoin de diminuer le nombre d’indicateurs pour les décideurs politiques, et de développer des indicateurs sensibles aux changements et aux fonctions des écosystèmes.

Vers un mécanisme de notification et d’évaluation systématiques à l’échelle mondiale de l’état du milieu marin, y compris les aspects socio-économiques:

Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était présidée par Alan Simcock, ancien Secrétaire exécutif, Convention pour la protection du milieu marin de l’Atlantique du Nord-Est (OSPAR). Les panélistes ont revu l’historique, la qualité, et les recommandations de “l’Évaluation des évaluations” et le cadre du mécanisme systématique. Les présentations étaient centrées sur: l’importance critique du renforcement des capacités, dans une perspective long terme et en accord avec les objectifs des pays en développement; les inquiétudes relatives au fardeau des obligations de faire rapport; le besoin d’intégrer les études d’impact social à l’échelle locale et les données régionales; l’importance de communiquer les données aux décideurs politiques et aux scientifiques; et les progrès dans la standardisation des données internationales qui devraient faciliter la dissémination plus rapide des données de recherche relatives à l’évaluation des océans.



Participants de la session “Vers un mécanisme de notification et d’évaluation systématiques à l’échelle mondiale de l’état du milieu marin, y compris les aspects socio-économiques”, organisée par la COI et le PNUE

Améliorer la gouvernance des océans grâce à une gestion à plusieurs niveaux des mers et des zones côtières:

Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était co-moderée par Yves Henocque, Directeur de Nature et Société, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, et Hiroshi Terashima, Directeur exécutif, Fondation de recherche sur les politiques marines, Japon. Les panélistes ont tiré les leçons de plusieurs expériences en Europe, en particulier la Loi maritime et sur les océans du Royaume-Uni; la loi du "Grenelle de la mer" et la stratégie maritime nationale en France; et la Politique maritime intégrée de l'Union Européenne (UE) (PMI). Celles-ci ont été comparées avec les expériences de la Loi basique sur la politique des océans du Japon (2006), notamment la façon dont la Loi vise à améliorer la coordination interne des travaux du gouvernement sur les océans, et le travail des Partenariats pour la gestion de l'environnement de l'Asie de l'Est (PEMSEA) pour le renforcement des capacités et pour généraliser les initiatives de GIZC.

La citoyenneté de l'Océan: mobiliser l'opinion publique pour prendre en main l'Océan mondial, patrimoine de l'humanité – L'éducation publique et l'action d'information:

Cette session a eu lieu le lundi après-midi et était modérée par Philippe Vallette, co-Président, Réseau Océan Mondial. Les panélistes ont souligné l'importance de la Journée mondiale des océans et des événements prévus en 2010 sur le thème "Nos Océans: Opportunités et Défis". Ils ont par ailleurs déploré la compréhension limitée qu'a le public des questions océaniques et évoqué les efforts déployés en France, au Viet Nam, à Cuba, et dans la région des mers de l'Asie de l'Est pour améliorer cette compréhension grâce à des programmes d'éducation spécifiques et à des initiatives de communication. Les panélistes ont souligné les initiatives d'éducation sur les questions océaniques menées en Polynésie Française par un organisme à but non lucratif, Te Mana O Te Moana, dont certains programmes impliquent les enfants dans le nettoyage des plages. Une enquête évaluant les connaissances du public concernant les problématiques océaniques a aussi été passée en revue. Ses résultats attestent du faible niveau de sensibilisation, à part sur les questions de pollution.

Progrès dans la mise en œuvre de la politique maritime intégrée de l'UE: Cette session a eu lieu le mardi après-midi et était modérée par Pierre Erwes, Président de BioMarine. Les panélistes ont discuté de la PMI de l'UE, notamment le développement d'activités sectorielles clés, les outils intersectoriels, les stratégies régionales, et les futures priorités politiques maritimes, tels que les changements climatiques, la crise économique et la relation de la PMI avec la Politique commune de la pêche. Ils ont aussi passé en revue: la loi du "Grenelle de la mer" en France et sa stratégie maritime; le travail de la Fondation Surfrider sur la pollution des océans et des mers due aux usages récréatifs; et l'attention accordée



Participants de la session "Progrès dans la mise en œuvre de la Politique maritime intégrée aux États-Unis"

par BioMarine aux investissements maritimes. Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont abordé: le trafic maritime européen, notamment le travail effectué pour créer des "autoroutes de la mer"; la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues au trafic maritime via une technologie actualisée, en tenant compte des fuites; et, les obstacles et les approches pour faire progresser la mise en œuvre de la PMI par les États membres de l'UE.

Bleu-REDD: Vers un programme mondial sur les océans et le climat: Cette session a eu lieu le mardi après-midi et était modérée par Janot-Reine Mendler de Suarez. Les panélistes ont évoqué l'histoire et les leçons tirées du programme Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation forestière dans les pays en développement (REDD) dans le cadre du processus de la CCNUCC. Ils ont aussi mentionné le besoin d'aborder les impacts des changements climatiques sur les océans. Un panéliste a souligné que le mécanisme REDD est inapproprié dans le cas des océans et a mis en exergue le besoin de conduire des recherches scientifiques additionnelles. Les panélistes ont souligné l'importance: des critères de surveillance, des obligations de faire rapport et de vérification; de la distribution équitable des crédits d'émission; et de créer une demande pour les crédits générés. Ils ont reconnu la grande capacité de stockage de carbone des régions côtières, insistant sur l'évaluation nécessaire des émissions produites lors de sa dégradation. Les panélistes ont aussi identifié les difficultés rencontrées pour développer un mécanisme Bleu-REDD, à savoir: le développement des capacités; la détermination de la ligne de base; l'additionalité; les fuites; ainsi que la permanence, la surveillance et l'évaluation.

Copenhague et son malaise: leçons et perspectives pour la communauté du climat et des océans: Cette session a eu lieu le mardi après-midi et était modérée par la co-Présidente Cicin-Sain qui a donné un aperçu général des efforts à fournir pour faire entendre la voix de la communauté des océans dans les négociations climatiques. Notant que les résultats de la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague furent décevants, elle a souligné que paradoxalement, ils



Panélistes de la session "Blue-REDD: vers un programme complet sur les océans et le climat", organisée par l'Institut du développement durable et des relations internationales



Participants de la session “Initiatives internationales pour protéger la biodiversité dans les zones au-delà des juridictions nationales: avancées scientifiques et perspective de la société civile de la Coalition pour la Conservation des Grands Fonds”

donnent plus de temps à la communauté des océans pour faire progresser le programme mondial climat-océans. Les panélistes ont décrit les résultats de Copenhague et évoqué la réticence des négociateurs des politiques climatiques à inclure de nouveaux concepts. Pour faire avancer le processus sur le climat, ils ont recommandé: d’introduire les questions océaniques auprès de l’Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique (OSCST) de la CCNUCC en espérant qu’elles seront transmises à la Conférence des Parties (CdP); d’organiser des réunions avec les Chefs d’États et les négociateurs; de développer le concept Bleu-REDD; et d’aborder les impacts des changements climatiques sur les océans sous l’angle des conséquences écologiques et sociales de l’insécurité alimentaire.

Les initiatives internationales pour protéger la biodiversité dans les zones au-delà des juridictions nationales: avancées scientifiques et point de vue de la société civile: Cette session a eu lieu le mardi après-midi et était modérée par Lisa Speer, Directrice, Conseil de défense des ressources naturelles (NRDC pour *Natural Resources Defense Council*). Les panélistes ont abordé notamment: la non-durabilité de la pêche en eaux profondes, en particulier le chalutage de fond; la création en France d’une Commission des pêches en eaux profondes; la nécessité de procéder à une gestion spatiale; l’expérience du Brésil et de l’Amérique Latine dans la pratique de la pêche en eaux profondes; le besoin d’appliquer davantage les résolutions 61/105 (2006) et 64/72 (2009) de l’Assemblée Générale de l’ONU sur la pêche durable, et les Directives internationales de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) sur la gestion de la pêche profonde en haute mer; et le texte progressiste et récemment adopté de la Convention sur la conservation et la gestion des ressources de la pêche en haute mer dans le Pacifique Sud, dans lequel on retrouve le principe de précaution et la gestion écosystémique.

Améliorer la gouvernance des grands écosystèmes marins transfrontaliers: enseignements et bonnes pratiques tirés des expériences internationales: Cette session a eu lieu le mardi après-midi et était modérée par Susan Bazilli, Directrice du Projet sur les eaux internationales transfrontalières, Université de la Colombie Britannique. Les panélistes ont évoqué la gouvernance conjointe du Grand écosystème marin (GEM) du courant de Guinée, en mettant l’accent sur les obstacles que pose la diversité des 16 pays participants, les mesures prises pour institutionnaliser la Commission du Courant de Guinée, et les mécanismes de financement nécessaires. Ils ont passé en revue les expériences des mers régionales en relevant les enseignements comme: le besoin d’un mandat légal fort appuyé par les pays, un bon



Participants de la session “Déplacements de populations dus aux changements climatiques dans les régions côtières et les petits États insulaires: une évaluation des options politiques”

leadership, une communication continue et conséquente, et le support des partenaires financiers. Ils sont aussi revenus sur une approche de résilience pour délimiter les impacts climatiques sur les écosystèmes marins en Australie. Ils ont dit que cette approche met l’emphase sur, entre autres, la complexité des systèmes socio-écologiques et des adaptations biologiques et humaines face aux changements climatiques. Enfin, les panélistes ont abordé le problème émergent des réfugiés environnementaux qui réclame une coopération transfrontalière et du droit international.

Les migrations climatiques dans les régions côtières et les petits États insulaires: une évaluation des options politiques: Cette session a eu lieu le mardi après-midi et était modérée par François Gemenne, Chercheur invité sur le climat et les migrations, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI). Les panélistes ont évoqué notamment: le besoin d’envisager la migration comme une stratégie positive; le fait que les instruments de défense des droits de l’homme sont les seuls outils légaux disponibles pour protéger les “migrateurs environnementaux”; l’insuffisance de l’aide internationale pour financer l’adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement; le cas spécifique de Tuvalu où les inondations récurrentes et l’élévation du niveau de la mer vont mener à la disparition du pays; et la migration induite par la sécheresse au Sénégal qui a entraîné l’augmentation de la pratique de la pêche par d’anciens agriculteurs à la recherche de nouvelles sources de revenus, ceci ayant conduit à un appauvrissement des ressources halieutiques.

FERMETURE DU SYMPOSIUM: Cette session plénière a eu lieu le mardi après-midi et était présidée par Janot-Reine Mendler de Suarez. Les participants ont écouté les rapports sur les trois thèmes traités durant le symposium, deux allocutions et les conclusions du symposium.

William Eichbaum, vice-Président, Politique marine et arctique, WWF, a présenté le compte rendu des discussions sur le thème “garantir la survie”. Il a exposé dans les grandes lignes les progrès réalisés par la communauté des océans dans la mise en marche du programme sur le climat et il a souligné les résultats décevants de la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague. Il a expliqué que la stratégie adoptée avant Copenhague reste valide, mais il a aussi rappelé les problèmes émergents, parmi lesquels: la complexité croissante des négociations et des forums; le besoin de renforcer les arguments scientifiques à propos des impacts socio-économiques des changements climatiques sur les océans; et le “carbone bleu”, c’est-à-dire l’aptitude des habitats marins à capturer et à stocker le dioxyde de carbone.



De gauche à droite: Anne-Sophie Cerisola, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, France; Laurent Stefanini, Co-Président de la Conférence et Ambassadeur délégué à l'environnement, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, France; Biliana Cicin-Sain, Co-Présidente et Chef du Secrétariat, Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles; S.A.S. Prince Albert II de Monaco; Wendy Watson-Wright, Co-Présidente et Secrétaire Exécutive, UNESCO-COI; Yves Meylan, Directeur, Jaeger-LeCoultre; Raphaël Billé, Directeur de Programme, Institut du développement durable et des relations internationales; et Bill Eichbaum, WWF-US

Anne-Sophie Cerisola, chef du Département de l'Environnement, Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes, a présenté le compte rendu des discussions sur le thème "préserver la vie". Elle a souligné l'importance de s'assurer que l'environnement ne soit pas vu comme un obstacle mais plutôt comme un outil au service du développement. Elle a insisté sur le besoin de mettre en vitrine et d'augmenter l'échelle des expériences à succès d'AMP; et elle a rappelé le rôle important des évaluations environnementales.

Raphaël Billé, Directeur du Programme sur la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques, IDDRI, a présenté le compte rendu des discussions sur le thème "améliorer la gouvernance". Il a souligné les progrès réalisés vers le développement de concepts, outils et réglementations, et dans l'établissement de liens entre la gestion des océans et d'autres problématiques telles que la pauvreté, le commerce et la crise économique. Il a relevé que la transformation de la gouvernance demeure un échec sur le terrain tel qu'en atteste le problème persistant des cibles environnementales ratées. Enfin, il a présenté un aperçu des défis tels qu'augmenter l'échelle des expériences à succès, et tisser des liens avec la pauvreté et l'économie verte.

Manuel Cira, Coordonnateur, Réseau Océan Mondial, au nom de Philippe Vallette, co-Président, Réseau Océan Mondial, a mentionné que les aquariums et les musées sont essentiels pour la sensibilisation du public sur les questions océaniques. Il a appelé à une éducation accrue à travers la participation publique et des mécanismes d'engagement impliquant une communication dans les deux sens.

Dans une allocution, Yves Meylan, Directeur, Jaeger-LeCoultre, France, a présenté le partenariat "Tides of Times" ("Temps des marées") dans lequel sont impliqués le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, l'International Herald Tribune, le New York Times et Jaeger-LeCoultre, ce dernier étant un fabricant suisse de montres de luxe. Il a expliqué que ce partenariat gagnant-gagnant augmente la sensibilisation sur les problèmes de protection des océans. Il a aussi décrit les ventes aux enchères de montres spéciales pour financer des projets spécifiques de protection marine.

Dans une deuxième allocution, S.A.S. Prince Albert II de Monaco a déploré que malgré la fascination universelle dont font l'objet les océans, ceux-ci fassent face à des pressions innombrables et soient négligés et peu compris par des citoyens indifférents. Il a indiqué qu'il est difficile de faire réaliser aux gens que les océans doivent figurer au centre des efforts de conservation, qu'un changement de style de vie sera nécessaire pour nourrir la population mondiale, et que la science sera déterminante pour trouver des solutions. Il a fait l'éloge du travail de la COI en vue de lier savoir, sensibilisation et action. Insistant sur la difficulté d'intervenir

dans un système vivant et complexe, il a appelé à l'innovation et à l'adaptation dans la recherche de solutions, telle que l'augmentation de l'échelle des zones de conservation marine qui sont des succès de façon à étendre la protection des océans.

Pour conclure la session, la co-Présidente Cicin-Sain a remercié les participants et S.A.S. Prince Albert II de Monaco au nom de la communauté des océans pour la "Monaco Blue Initiative". Cette dernière a réuni des personnalités internationales concernées par les océans du 31 mars au 1^{er} avril 2010 pour réfléchir aux approches permettant de faire avancer la protection des océans. Elle a aussi endossé les propos du Prince "chacun se doit d'avoir la volonté de risquer et d'agir".

La co-Présidente Wendy Watson-Wright, Secrétaire exécutive, COI, UNESCO, a fermé la session plénière en soulignant la fragilité des océans, et en exprimant sa gratitude à tous les participants, à la co-Présidente Cicin-Sain et à S.A.S. Prince Albert II de Monaco, au nom de la Conférence mondiale sur les océans et de la COI.

SYMPOSIUM SPECIAL: 50 ANS DE LA COI: COOPERATION INTERNATIONALE SUR LES SCIENCES MARINES NATURELLES ET SOCIALES

Ce colloque a eu lieu le mardi matin. Il a été ouvert par le co-Président Stefanini qui, exprimant la fierté de la France d'être le pays d'accueil de la COI, a enjoint les participants à en célébrer le cinquantenaire et à discuter de ses futurs travaux.

La co-Présidente Cicin-Sain a souligné les succès de la COI et mentionné les noms de ses leaders tels Roger Revelle et Patricio Bernal. Elle a insisté sur l'importance de la mission de la Commission pour maintenir une coopération internationale et produire des résultats scientifiques utiles pour l'humanité. Elle a mentionné ses réalisations et plaidé pour une augmentation de ses ressources pour financer ses travaux sur les sciences marines dans le contexte des changements climatiques.

Rolph Payet, Conseiller Spécial du Président des Seychelles, a mis en exergue le travail de la COI sur les tsunamis et souligné les incertitudes qui pèsent sur les impacts du changement climatique sur les océans. Il a vivement conseillé de "ne pas prendre cette question à la légère".

La co-Présidente Watson-Wright a fait une présentation sur l'histoire de la COI et en rappelé brièvement les principes opérationnels. Elle a donné un aperçu des activités de la Commission dans les domaines de la gestion des zones côtières, des changements climatiques, des services océaniques et de l'observation des océans. Elle a souligné qu'à travers le Système Mondial d'Observation des Océans (*Global Ocean Observing System*), la COI assure la coordination internationale



De gauche à droite: **Rolph Payet**, Conseiller Spécial du Président, Seychelles; **Martin Visbeck**, IFM-GEOMAR, Allemagne; **Jake Rice**, Département des Pêches et des Océans, Canada; **S.S.L. Hettiarachchi**, Université de Moratuwa, Sri Lanka; **Wendy Watson-Wright**, Co-Présidente et Secrétaire Exécutive, UNESCO-COI; **Liana Talaue-McManus**, Ecole Rosenstiel des Sciences Marines et Atmosphériques, Université de Miami; **Richard Burt**, Chelsea Technologies Group, Ltd.; et **Edward Vanden Berghe**, Ocean Biogeographic Information System (Système d'information biogéographique océanique)

et intergouvernementale de l'observation durable des océans et que, grâce à son programme *International Oceanographic Data and Information Exchange*, elle facilite l'accès aux données océanographiques et les échanges internationaux. En abordant les futures orientations de la COI, Watson-Wright a appelé à une orientation claire, une coopération, une visibilité et une portée renforcées.

Martin Visbeck, Président de l'Unité de Recherche de l'Institut Leibniz des Sciences Marines, a fait une présentation sur le rôle des océans dans le système mondial du changement climatique et a insisté sur la nécessité de renforcer: le Système Mondial d'Observation du Climat; le Programme Mondial de Recherche sur le Climat; les systèmes d'information sur les services climatiques; le renforcement des capacités; et les mécanismes d'interface entre les usagers et le climat. Visbeck a noté que certains aspects du climat sont prévisibles mais que les prévisions, elles, ne peuvent se faire sans l'information sur les océans. Il a parlé des instruments et des lacunes actuels concernant la circulation dans les océans et les systèmes d'observation. Il a conclu en affirmant que le partage des données est impératif.

S.S.L. Hettiarachchi, Professeur au Département d'Ingénierie Civile de l'Université de Moratuwa, a parlé des risques côtiers et du rôle des systèmes d'alerte. Il a défini les "risques" comme une combinaison de plusieurs facteurs: vulnérabilité, aléa et manque de préparation. Il a expliqué qu'un "risque côtier" est une combinaison de risques à la fois naturels et dus aux activités humaines dans les zones côtières pouvant conduire à des catastrophes. Il a insisté sur la nécessité d'une approche et d'une analyse multi-risques, et d'une coopération internationale pour combattre les "risques côtiers". Il a souligné que les systèmes d'alerte doivent être rapides, précis et opérationnels.

Jake Rice, Conseiller national principal sur la science des écosystèmes, Département des Pêches et des Océans, Canada, a parlé de l'importance des évaluations intégrées des écosystèmes pour que la gouvernance des océans soit opérationnelle. Il a souligné que les évaluations intégrées doivent porter sur toutes les composantes des écosystèmes – y compris tous les secteurs et pressions pesant sur les systèmes écologiques, et les aspects social, économique et écologique. Rice a insisté sur le fait que les évaluations intégrées peuvent aider la gouvernance des océans en lui fournissant, d'une part, une base crédible, légitime et solide de connaissances pour éclairer les décisions; et d'autre part, un moyen de livrer des produits et de surveiller la mise en œuvre et la cohérence des programmes.

Au cours des discussions qui ont suivi, Hettiarachchi a souligné le défi de l'éducation des parties prenantes des zones côtières à propos des risques scientifiques et de l'évaluation des dangers. Il a noté qu'il faudrait éduquer les enfants sur ces questions. Il a aussi dit qu'il était compliqué de chercher à quantifier les dangers physiques en les réduisant à un seul

chiffre. Visbeck a convenu qu'il manque encore une approche mondiale cohérente des processus biogéochimiques dans les océans.

Richard Burt, Directeur du Chelsea Technologies Group Ltd, est revenu sur la diminution de la taille ainsi que la baisse des prix des capteurs pour tous types de mesures dans les océans. Il a ajouté qu'ils sont désormais plus précis, permettent une plus grande diversité de mesures, et peuvent être installés sur un choix beaucoup plus large de plateformes. Burt a souligné l'intérêt actuel pour les observations à long terme, notamment à cause des préoccupations liées aux changements climatiques, et il a évoqué l'opportunité d'établir des partenariats avec le transport maritime commercial pour collecter des données.

Edward Vanden Berghe, Directeur Exécutif du Système d'Informations Biogéographiques relatives aux Océans, Belgique, a parlé de la révolution qu'a connue le système de gestion de l'information et des données grâce à l'augmentation de la mémoire des ordinateurs, à un accès plus large à internet, et à des applications web plus sophistiquées permettant de manipuler et d'échanger les données. Il a insisté sur l'importance de l'intégration et de la standardisation des données en rappelant le succès du Projet Argo. Vanden Berghe a aussi souligné le problème des inégalités qui persistent dans l'accès à l'internet haut-débit et le grand défi que constitue le développement de compétences en gestion des données au sein de la communauté scientifique.

Liana Talaue-McManus, Professeur à l'Ecole Rosenstiel des Sciences Marines et Atmosphériques, Université de Miami, a présenté, du point de vue des sciences sociales, les pressions du marché et de la société sur les océans et les côtes. Elle a indiqué que nous avons dégradé plus d'écosystèmes que nous n'en avons préservés, dévoilant les faiblesses des économies d'échelle pour ceux qui ont des modes de vie basés sur la nature. Elle a comparé les pêches à grande et petite échelles et souligné que ces dernières sont efficaces en terme de consommation de carburant, causent peu ou pas du tout de prises accessoires, et permettent de dégager des revenus de subsistance. Reconnaisant toutefois que la pêche à grande échelle pourrait se faire de manière responsable, elle a recommandé une approche durable de la manière dont on gagne sa vie en prenant en compte la vulnérabilité des écosystèmes et en accordant de la valeur aux notions de résilience et d'adaptation.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont discuté, entre autres, de l'utilisation de navires marchands pour collecter les données et de la recherche sur les charges en nutriments dans les océans.

Pour conclure la session, Payet a appelé à davantage de recherche sur les océans pour mieux comprendre les changements climatiques et le fonctionnement des écosystèmes. La co-Présidente Watson-Wright a encouragé les participants à poursuivre les discussions sur le futur de la COI au cours des jours suivants.

TABLES RONDES SPECIALES

Le mercredi pendant toute la journée, les participants se sont répartis en trois tables rondes: celle des Officiels nationaux de haut niveau; celle des Autorités régionales, provinciales et locales; et celle des Parlementaires de l'océan.

TABLE RONDE DES OFFICIELS NATIONAUX DE HAUT NIVEAU: Cette table ronde a réuni 60 officiels de haut niveau venus d'Afrique, d'Asie, d'Europe, de l'Océan Indien, des Amériques et des Caraïbes, du Pacifique, et du Moyen Orient. Elle était co-présidée par Monique Barbut, Présidente et Directrice Générale du FEM, et le co-Président de la Conférence mondiale sur les océans, Stefanini. Les participants ont assisté à des présentations et débattu sur les trois thèmes de la Conférence: garantir la survie, préserver la vie et améliorer la gouvernance.

Paul Sandifer, Conseiller Scientifique Principal du Département National Océanique et Atmosphérique (NOAA), États-Unis, a présenté l'interagence américaine responsable de l'élaboration des politiques des océans, et il a tracé les contours du mécanisme d'élaboration d'une politique nationale et d'un cadre allant dans le sens d'une coordination politique sur les océans.



Paul Sandifer, Conseiller Scientifique Principal, NOAA, États-Unis

Norifumi Idee, Secrétaire Général, Secrétariat du Siège de la Politique sur les Océans, Secrétariat du Cabinet, Japon, a fait une présentation sur la gouvernance intégrée des océans

en tirant les leçons de la gestion de la pollution des eaux. Il a identifié les prochaines étapes que devra franchir la communauté des océans, dont la conclusion des négociations sur les changements climatiques sous l'égide de la CCNUCC, et l'élaboration d'ententes internationales pour réduire les émissions du transport maritime international sous l'égide de l'OMI.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont souligné l'importance d'impliquer toutes les parties prenantes pour atteindre une gouvernance intégrée. Ils ont évoqué: l'importance de l'évaluation des données, l'Initiative pour le Triangle de Corail, l'interdiction par huit Etats insulaires du Pacifique de la pêche au thon à la senne sur 4,5 millions de kilomètres carrés d'eaux internationales; le GEM du courant de Benguela; l'absence de gouvernance en haute mer; la loi française du "Grenelle de la Mer" et l'adoption de la Stratégie maritime française 2009. Barbut a souligné que l'eau est la cause de la majorité des conflits internationaux.

Nguyen Pham Khoi, Ministre des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Viet Nam, a passé en revue les efforts nationaux pour la gestion des océans et des îles, en insistant sur la mise en œuvre des plans nationaux de gestion des



Participants de la table ronde des Officiels nationaux de haut niveau

mangroves et de la GIZC, et sur la sensibilisation aux impacts des changements climatiques sur les océans. Il a appelé à un appui international pour renforcer les capacités pour faire face aux changements climatiques.

Seoung-Yong Hong, Président du Forum coréen sur la croissance verte des océans, a décrit la politique coréenne de croissance verte. Il a indiqué que le nouveau paradigme de la croissance verte était d'atténuer les changements climatiques et de développer les énergies nouvelles, autrement dit créer de nouveaux moteurs pour soutenir la croissance économique et améliorer la qualité de la vie. Il a présenté succinctement l'Expo Yeosu et exprimé l'intérêt de la Corée de recevoir la Sixième Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles.

Au cours des discussions sur les changements climatiques, les participants ont souligné: la nécessité d'avoir un régime efficace sur les changements climatiques; de relier éthique et changement climatique; et d'élever le sentiment d'urgence. Ils ont également mentionné qu'il faudrait donner une plus grande importance aux questions relatives aux océans dans le cadre des négociations sur le climat, en tirant les leçons de la communauté des forêts. Un certain nombre de représentants des PEID ont souligné leur vulnérabilité particulièrement importante aux changements climatiques et ont insisté sur l'augmentation de la fréquence des catastrophes dues aux changements climatiques et la montée du niveau des mers. Ils ont demandé un accord sur des objectifs ambitieux d'atténuation et sur le développement des capacités humaines et financières des PEID et de systèmes d'alerte. La Chine s'est dite prête à accueillir la prochaine Conférence mondiale sur les océans.

Teresita Castillo, vice-Ministre, Département de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Philippines, a présenté les problèmes qui affectent la biodiversité marine en se concentrant sur la situation dans son pays qui, comme elle l'a souligné, est l'un des points chauds les plus riches de la planète en terme de biodiversité. Elle a listé les activités humaines qui menacent la biodiversité marine et a recommandé de mettre l'emphase sur la valeur économique des ressources marines et de financer la recherche sur les océans pour prévenir ces pertes.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont évoqué la différence entre les impacts des changements climatiques et ceux dus aux activités humaines sur la biodiversité marine. La co-Présidente Cicin-Sain a souligné que l'Année Internationale de la Biodiversité 2010 et la prochaine CdP à la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) qui se tiendra à Nagoya au Japon, donneront l'opportunité de revoir et mettre à jour le Mandat de Jakarta sur la conservation et l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique côtière et marine, et développer un Mandat de Nagoya sur les Océans. Elle a également annoncé qu'une Journée mondiale des océans serait célébrée le 23 octobre 2010 pendant la CdP.

TABLE RONDE DES AUTORITES REGIONALES, PROVINCIALES ET LOCALES: Cette table ronde était co-présidée par Raphael Lotilla, Directeur Exécutif du PEMSEA, Philippines, et par Ban Thanh Nguyen, Président du Comité des Peuples de la ville de Hai Phong, Viet Nam. La session du matin incluait six présentations portant sur les expériences des réseaux et des initiatives existants. Une des présentations concernait le réseau des gouvernements locaux du PEMSEA qui met en œuvre la GIZC en identifiant les intérêts communs, en facilitant l'apprentissage, et en renforçant la confiance et la crédibilité aux yeux des communautés



Participants de la table ronde des Autorités régionales, provinciales et locales

locales. Il a aussi souligné l'appui technique fourni aux gouvernements locaux et les partenariats établis avec le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG).

Une présentation sur l'expérience américaine a noté que la législation sectorielle est une contrainte pour la planification maritime intégrée mais que des avancées ont été faites. Elle a aussi souligné l'importance d'aligner les besoins en financements avec la planification spatiale marine et que l'engagement des communautés demeure un défi.

Une présentation sur une initiative de planification spatiale dans le Dorset, au Royaume-Uni, a noté qu'elle avait: pris appui sur une organisation déjà établie pour encourager la consultation et l'engagement des parties prenantes; utilisé des données scientifiques de pointe combinées au savoir local; créé un outil unique basé sur les systèmes d'information géographiques mis au service des planificateurs et des développeurs; et avait développé une approche pour gérer les interactions entre les différents secteurs.

Une présentation sur les expériences de la ville de Hai Phong au Viet Nam a mis en exergue les problèmes de planification insuffisante, de législation sectorielle et fragmentée, des intérêts divergents pour les ressources marines, et les menaces environnementales telles que les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité. Mais elle a souligné qu'une amélioration était envisageable après la désignation par l'UNESCO de l'Archipel de Cat Ba en tant que Réserve de la Biosphère.

Une présentation sur la Conférence des Régions Maritimes Périphériques a évoqué son travail de coordination des activités et des politiques côtières entre les différentes régions européennes, y compris le rôle de plaider pour une politique maritime intégrée avec des mécanismes d'implication des parties prenantes et des autorités locales. La dernière présentation a passé en revue le programme stratégique du Portugal sur la mer et le travail qui y est associé. Il consiste à s'appuyer sur les efforts déjà fournis tels que les différentes politiques sectorielles, et à utiliser l'engagement des parties prenantes pour établir le programme et construire une communauté autour de la planification maritime.

Une session de l'après-midi incluait cinq présentations sur la manière dont la gouvernance supranationale et les réseaux scientifiques peuvent appuyer les autorités régionales, provinciales et locales. Une présentation sur le Projet GEM d'Agulhas et de Somalie a couvert ses activités de coordination et mentionné le choix qui a été fait d'appliquer l'Analyse du Diagnostique de l'Ecosystème Marin au niveau national pour faciliter l'appropriation par le pays et la sensibilisation à ce mécanisme et à sa valeur.

Une présentation des initiatives des mers régionales a montré leur capacité à accroître le développement durable en établissant des partenariats régionaux, nationaux et locaux. Mais elle a également insisté sur le besoin de faire l'examen et d'augmenter l'efficacité des mécanismes régionaux – y compris en appréciant si les leçons tirées des évaluations informent les activités futures; et concernant les mécanismes mondiaux, d'adopter une approche coordonnée pour définir les problèmes et identifier des solutions.

Consacrée au Réseau mondial de suivi des récifs coralliens, une présentation a insisté sur l'importance du monitoring et a noté que ce dernier peut servir à la sensibilisation lorsque réalisé de manière participative. La présentation a également plaidé pour un suivi simple, concentré sur des données agrégées, une identification des lacunes dans les données, et un compte rendu précoce et fréquent pour améliorer la crédibilité.

Une présentation sur l'Association des Sciences Marines de l'Océan Indien Occidental a souligné: les différentes fonctions des réseaux scientifiques qui sont notamment de faciliter la recherche, la coopération et la diffusion du savoir; et la focalisation actuelle de la recherche marine sur les systèmes naturels et non sociaux. La dernière présentation portait sur le partenariat des "Mangroves pour le Futur" lancé en 2006 pour promouvoir les investissements dans les écosystèmes côtiers, en particulier dans les pays les plus affectés par le tsunami de 2005 dans l'Océan Indien. La présentation a relevé les efforts des partenaires pour assurer des liens verticaux entre les projets locaux, les représentants nationaux et les organisations régionales, et pour développer les capacités d'adaptation des communautés côtières en accordant une attention particulière aux questions de genre.

Pendant le débat, les participants ont notamment passé en revue: les moyens d'accès aux données sur les ressources côtières locales et la nécessité d'améliorer celui aux données financées par les pouvoirs publics; la valeur des partenariats entre le secteur privé et les ONG; le défi des juridictions partagées dans les zones maritimes; le besoin central d'un engagement des parties prenantes et de la sensibilisation du public dans tous les efforts de planification maritime; l'importance d'un financement mondial du monitoring; et les individus et les organisations positionnés pour interpréter les résultats scientifiques et communiquer leurs résultats aux décideurs.

TABLE RONDE DES PARLEMENTAIRES DE L'OCEAN: Cette table ronde comprenait des présentations d'ouverture suivies d'un débat modéré.

Jérôme Bignon, organisateur de cette table ronde et Député de la Somme à l'Assemblée nationale française, a présenté la politique française des océans et des côtes. Il a souligné que bien que signataire d'importantes conventions, la France doit encore augmenter la sensibilisation aux questions maritimes. Bignon a noté que la création de l'Agence française des AMP est un exemple de l'implication grandissante du pays dans ces questions. Il a également évoqué l'implication des parties prenantes dans la gestion côtière et marine, tel qu'illustré par la loi du "Grenelle de la Mer", et le besoin d'accroître la coopération entre les parlementaires à travers le monde pour améliorer et renforcer la gouvernance de la haute mer.

La co-Présidente Cicin-Sain a passé en revue l'histoire du Forum mondial et a insisté sur la nécessité de mobiliser un réseau de parlementaires de l'océan. Elle a ajouté qu'un tel réseau viserait à: faire passer des lois nationales intégrées sur les océans et les côtes avec des budgets de mise en œuvre suffisants; partager les bonnes pratiques et les expériences dans la promulgation et la mise en œuvre de lois nationales

intégrées sur les océans et les côtes; et à utiliser l'influence politique des parlementaires de l'océan pour faire avancer le programme mondial sur les océans.

Guy Lengagne, Maire honoraire de Boulogne-sur-Mer, France, a attiré l'attention sur le pouvoir des lobbyistes du secteur privé sur les négociations environnementales.

Antonio Carlos Valadares Filho, Membre de la Chambre Fédérale des Représentants, Brésil, a noté le défi que pose la protection des côtes et des océans malgré une législation environnementale stricte dans son pays. Il a appelé à une législation plus spécifique concernant la protection marine et exprimé son désir de participer au réseau des parlementaires de l'océan.

Constantinos Cartalis, Membre du Parlement, Grèce, a regretté d'une part le manque de coordination entre les nombreuses conventions en faveur de la protection de l'environnement marin et d'autre part, l'absence d'un organe international qui aurait pour mandat de veiller à leur mise en œuvre et à leur intégration.

Christophe Lefèvre, Agence française des AMP, a demandé un instrument pour évaluer les politiques et pas uniquement l'état de l'environnement.

Richard Ariihau Tuheiva, Sénateur, Polynésie Française, a présenté la Déclaration de Maupiti adoptée pendant l'Atelier de l'UNESCO sur l'Héritage Mondial des Îles du Pacifique organisé en Polynésie Française en 2009. Il a mis l'accent sur les valeurs qui sous-tendent la Déclaration telles que la sérénité entre les hommes et l'environnement, la connexion entre la terre et les mers, et les valeurs culturelles et indigènes accordées aux océans par les communautés insulaires. Il a exprimé son désir d'appuyer la Déclaration en légiférant.

Le débat modéré était co-présidé par Richard Delaney, Directeur exécutif du Centre des Etudes Côtières de Provincetown, et par Christophe Lefèvre.

Despina Symons, Directrice au Bureau Européen pour la Conservation et le Développement, a donné un aperçu de la mission, de la structure et de la composition de l'Intergroupe du Parlement Européen sur les changements climatiques, la biodiversité et le développement durable. Elle a indiqué que les questions maritimes sont un sujet intersectoriel et noté la création d'un autre intergroupe sur les pêches et



Guy Lengagne, Maire Honoraire de Boulogne-sur-Mer, en France



Antonio Carlos Valadares Filho, Membre de la Chambre fédérale des représentants, Brésil



Constantinos Cartalis, Membre du Parlement, Grèce



Richard Ariihau Tuheiva, Sénateur, Polynésie Française



Facilitateurs de la Table ronde des Parlementaires de l'océan. De gauche à droite: Co-Président Richard Delaney, Directeur Exécutif, Provincetown Center for Coastal Studies; Hôte de la Table ronde Jérôme Bignon, Député de la Somme, Assemblée Nationale française; et Christophe Lefebvre, Délégué aux Affaires Internationales, Agence française des Aires marines protégées.

les côtes. Elle a regretté la lenteur du programme mondial actuel de gouvernance des océans, insistant sur le fait que les gouvernements sont contraints par les approches sectorielles.

Chris Stephens, Directeur de l'Organisation mondiale des législateurs pour un environnement équilibré (GLOBE pour *Global Legislators Organisation for a Balanced Environment*), a présenté le rôle joué par son organisation dans la facilitation des relations entre les législateurs ayant des préoccupations communes relatives aux océans. Il a donné un aperçu de l'historique et des objectifs du GLOBE, parmi lesquels: une évaluation des instruments politiques et des mécanismes de marché qui préviennent la dégradation continue des écosystèmes et les pertes de biodiversité; et la création de débats politiques compatibles avec les derniers accords scientifiques et économiques.

Richard Delaney a présenté la perspective américaine sur la législation des océans et des côtes, en notant les efforts déployés depuis 1995 par le Sénateur John Kerry pour réunir les parlementaires du monde entier. Il a évoqué le rôle que le Forum mondial sur les océans pourrait jouer dans le lancement du réseau des parlementaires de l'océan et il a invité les participants à formuler des recommandations quant à la manière dont le Forum pourrait appuyer leur travail.

Au cours des discussions qui ont suivi, les parlementaires ont exprimé leur soutien à l'initiative de création d'un réseau de parlementaires de l'océan. Ils ont convenu d'utiliser le Forum mondial sur les océans comme plateforme pour ce réseau. Ils ont également mis en garde contre une duplication des efforts et préconisé plutôt une collaboration s'appuyant sur les mécanismes existants tels que le GLOBE et le Bureau Européen pour la conservation et le développement.

COMPTE RENDU DES TABLES RONDES: La co-Présidente Cicin-Sain a modéré la session plénière au cours de laquelle les participants ont entendu les comptes rendus des trois tables rondes.

Le co-Président de la Conférence mondiale sur les océans Stefanini, a fait le compte rendu de la table ronde des Officiels de haut niveau. Il a expliqué que les discussions s'étaient focalisées sur les trois thèmes de la Conférence. Il a souligné les besoins identifiés: une gouvernance intégrée et de la sensibilisation, un chapitre sur les océans dans les négociations sur les changements climatiques, l'adoption d'une gestion écosystémique sur une base transfrontalière, et la formulation de recommandations pendant la CdP à la CDB à Nagoya au Japon.

Raphaël Lotilla a fait le compte rendu de la table ronde des Autorités régionales, provinciales et locales. Il a noté que les réseaux nationaux ajoutent une réelle crédibilité aux débats sur les océans. Il a identifié les contraintes qui pèsent sur l'adoption d'une approche intégrée au niveau local et les défis

liés à l'engagement des communautés locales et au partage des données. Il a insisté sur l'importance que les réseaux répondent à des besoins clairement identifiés, et souligné que "la taille unique ne convient pas à tout le monde".

Richard Delaney a fait le compte rendu de la table ronde des Parlementaires de l'océan. Il a noté que, bien que seuls quatre parlementaires aient participé à la session, cette dernière fut productive et que le réseau des parlementaires de l'océan va avancer.

CONFERENCE POLITIQUE

Une Conférence politique était organisée le jeudi et le vendredi. Elle était composée de huit séances plénières dont les travaux ont porté sur les trois thèmes de la Conférence mondiale: garantir la survie, préserver la vie et améliorer la gouvernance.

PREPARER LA VOIE: A L'INTERFACE DU CLIMAT, DE LA BIODIVERSITE ET DE LA GOUVERNANCE INTEGREE: Cette session a eu lieu le jeudi matin et était présidée par Wendy Watson-Wright, co-Présidente du Forum mondial.

Chantal Jouanno, Secrétaire d'Etat à l'Ecologie, France, est intervenue sur: la situation critique des océans et le rôle crucial qu'ils jouent dans la régulation du climat; les engagements pris par la France pour protéger les océans – y compris la haute mer; la loi française du "Grenelle de la Mer"; le Projet Argo; et le besoin de gérer de manière durable les ressources génétiques et la pêche.

Hans D'Orville, Directeur Général Adjoint, UNESCO, a abordé les impacts des changements climatiques sur les océans et leurs écosystèmes, et la perte de biodiversité marine. Il a noté la participation de la COI aux initiatives visant à promouvoir la protection de la biodiversité marine – y compris le rapport sur la Classification biogéographique des océans ouverts mondiaux et des fonds marins, et "l'Evaluation des évaluations".

Soulignant la situation critique de plus en plus alarmante des océans, Monique Barbut, Présidente et Directrice Générale du FEM, a appelé à une action rapide et à une mise en commun des forces et des ressources. Elle a décrit quelques histoires à succès dont l'Initiative pour le Triangle de Corail, et elle a souligné les futures priorités du FEM telles que: la protection des herbiers marins, des mangroves et de l'Arctique; le renforcement des GEM; et l'augmentation de son portefeuille sur la biodiversité côtière.

Nguyen Van Cu, Administrateur de l'Administration vietnamienne sur les mers et les îles, a appelé à davantage d'appui de la part des bailleurs régionaux et internationaux face aux changements climatiques. Il a souligné le rôle de la GIZC et la gestion écosystémique pour limiter l'impact des changements climatiques sur les océans et les côtes.

La co-Présidente Cicin-Sain a mis l'accent sur l'esprit de collaboration de la Conférence mondiale sur les océans, et elle a souligné l'importance de développer un programme complet lié aux océans et au climat, dans le cadre et en dehors

de la CCNUCC. Elle a annoncé l'organisation d'une Journée mondiale des océans lors de la CdP 16 à la CCNUCC à Cancun, de même qu'à Nagoya lors de la CdP 10 à la CDB. Enfin, elle a invité les participants à faire des commentaires sur les ébauches de propositions contenues dans les trois briefings politiques préparés pour la Conférence.

Maria Damanaki, Commissaire aux Affaires Maritimes et aux Pêches, Commission Européenne, a déclaré que les changements climatiques et la perte de biodiversité étaient des enjeux majeurs pour les océans et a appelé à des solutions réalistes compte tenu de la crise économique. Elle a évoqué la PMI de l'UE et a noté que cette dernière crée un cadre de planification spatiale pour: faciliter l'équilibre et la coopération entre des intérêts sectoriels divergents; élargir le suivi; et renforcer les connaissances sur le milieu marin. Elle a appelé fortement à une plus grande collaboration internationale sur la protection marine, la sécurité et le transport maritimes, et les changements climatiques.

Dans son allocution, Ahmed Djoghlaif, Secrétaire Exécutif de la CDB, a regretté que l'objectif du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de réduire la perte de biodiversité d'ici 2010 n'ait pas été atteint, et il a souligné que le rythme actuel de disparition des espèces végétales et animales était 1000 fois supérieur au rythme naturel. Djoghlaif a mentionné que les réunions pré-Nagoya et la CdP 10 à la CDB proposeront non seulement des objectifs, mais aussi des recommandations pour l'adoption de plans stratégiques afin de réduire la perte de biodiversité.

ASSURER LA SURVIE: OCEANS, CLIMAT ET SECURITE – ENJEUX MAJEURS EN MATIERE D'ATTENUATION, D'ADAPTATION ET DE FINANCEMENT DANS LE REGIME CLIMATIQUE DE L'APRES COPENHAGUE: Trois séances plénières ont eu lieu le jeudi et une le vendredi sur ce thème.

Avancer à partir de l'Accord de Copenhague: implications pour les océans, les côtes et les Etats insulaires:

Cette séance a eu lieu le jeudi matin et était présidée par William Eichbaum, vice-Président, Politiques Marines et de l'Arctique, WWF. Il a abordé les nouveaux enjeux du programme océan-climat, dont l'acidification des océans, le financement du "carbone bleu", et la complexité grandissante des négociations sur le climat.

William Hare, de l'Institut de Recherche sur les Impacts Climatiques de Potsdam, a présenté une mise à jour des nouvelles données scientifiques depuis le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il a indiqué que ces nouvelles données faisaient ressortir: la hausse du niveau des mers; la diminution de la calotte glaciaire au Groenland et en Antarctique; et l'augmentation de la fréquence des cyclones tropicaux, des risques pesant sur les récifs coralliens et de l'acidification des océans. Il a souligné que les engagements pris sous l'égide de l'Accord de Copenhague, pris dans leur ensemble, impliqueraient une hausse des températures supérieure à 3°Celsius d'ici 2100.



De gauche à droite: Hans D'Orville, Directeur Général adjoint, UNESCO; Nguyen Van Cu, Administrateur, Administration vietnamienne des Mers et des îles; Biliana Cicin-Sain, Co-Présidente, Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles; Présidente du Panel Wendy Watson-Wright, Secrétaire Exécutive, UNESCO-COI; Maria Damanaki, Commissaire aux Affaires Maritimes et Pêches, Commission Européenne; Chantal Jouanno, Secrétaire d'Etat à l'Ecologie, France; et Monique Barbut, Directrice Générale, FEM



De gauche à droite: Biliانا Cicin-Sain, Co-Présidente, Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles; Ania Grobicki, Secrétaire Exécutive, Partenariat mondial sur l'eau; Tresna Dermawan Kunaefi, Ambassadeur de l'UNESCO, Indonésie; Michael Zammit Cutajar, Ambassadeur sur les changements climatiques, Malte; Président du Panel Bill Eichbaum, Vice-Président, WWF-US; Ahmed Djoghlaf, Secrétaire Exécutif, CDB; Rolph Payet, Conseiller spécial du Président, Seychelles; et William Hare, Institut de recherche sur les impacts climatiques de Potsdam

Michael Zammit Cutajar, Ambassadeur sur les changements climatiques, Malte, a dit que la réunion de Copenhague avait transformé les changements climatiques en un enjeu géopolitique centré sur la coopération entre la Chine et les États-Unis. Il a passé en revue l'ambiguïté légale de l'Accord de Copenhague, deux visions pour aller de l'avant, et les résultats opérationnels et politiques qui pourraient émerger de la CdP 16 à la CCNUCC à Cancun si les attentes restent modestes.

Tresna Dermawan Kunaefi, Ambassadeur auprès de l'UNESCO, Indonésie, est intervenu sur l'engagement de l'Indonésie de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 26% d'ici 2050, et a noté l'importance du "carbone bleu" pour atteindre cet objectif. Il a insisté sur les impacts des changements climatiques sur les communautés côtières, telle la hausse du niveau des mers, et il a passé en revue les initiatives pour s'adapter à ces menaces, comme les techniques de construction altérées.

Rolph Payet, Conseiller Spécial du Président des Seychelles, et au nom de Ove Hoegh-Guldberg, Directeur de l'Institut Mondial du Changement, Université du Queensland, a poussé les États et les industriels à prendre des mesures urgentes pour contrer les changements climatiques. Il est intervenu sur: le blanchissement des coraux, la hausse du niveau des mers, la dimension économique des changements climatiques, la sécurité alimentaire et du logement, les droits de l'homme et la dignité, et l'éthique des hommes.

Leon Charles, Négociateur en chef de la CCNUCC, Alliance des petits États insulaires, Grenade, a recommandé entre autres: des cadres d'atténuation, d'adaptation et de financement plus forts; l'intégration du mot "océans" dans le texte des négociations; un panel spécifique sur les océans; un plaidoyer conjoint pour avoir un accord contraignant sur le plan juridique d'ici Cancun; et des efforts aux niveaux nationaux pour développer les plans d'adaptation pour les océans et les côtes.

Ania Grobicki, Secrétaire Exécutive du Partenariat mondial sur l'eau, a indiqué qu'il était temps de lier la gestion intégrée des ressources en eau et la GIZC au développement de plans

nationaux. Mentionnant que "les changements climatiques ont le goût du sel", elle a insisté pour que l'eau et le cycle de l'eau figurent au cœur des efforts d'adaptation.

Dans son allocution sur les évaluations marines mondiales, Jacqueline McGlade, Directrice exécutive de l'Agence européenne pour l'environnement, a donné un aperçu des progrès accomplis depuis la dernière réunion du Groupe d'experts de l'initiative "Évaluation des Évaluations" en 2009. Elle a expliqué que les évaluations aident à faire le lien entre les sciences et les décisions politiques, tout en soulignant l'importance d'intégrer ces évaluations – y compris les aspects socio-économiques, et d'appuyer la gestion adaptative.

Planification stratégique et financement des activités d'atténuation: Cette séance a eu lieu le jeudi après-midi et était présidée par Seoung-Yong Hong, du Forum coréen sur la croissance verte des océans. Il a invité les panélistes à débattre de la situation actuelle et des actions futures, de l'implication des autorités concernées et des mesures nécessaires pour atténuer les changements climatiques.

Miguel Palomares, Directeur à la Division Marine de l'Environnement, OMI, a souligné les actions d'atténuation réalisées par son organisation pour protéger les océans et l'atmosphère. Il a noté que l'amendement de l'Annexe VI de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, qui entrera en vigueur en juillet 2010, permettra la réduction des émissions d'oxydes d'azote, d'oxydes de soufre et de matières particulaires par les navires.

Norifumi Idee, Secrétaire Général, Secrétariat du Siège de la Politique des Océans, Japon, a présenté l'expérience japonaise dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques. Elle porte sur: un nouveau projet de loi de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 25% au-dessous du niveau de 1990 d'ici 2020; les investissements dans les économies d'énergie; les technologies énergétiques peu émettrices de carbone et l'énergie renouvelable des océans; et la capture et le stockage du carbone.

Jung-Keuk Kang, Président de l'Institut coréen de développement et de recherche sur les océans, Corée, a fait une présentation sur le cadre national pour l'atténuation des



De gauche à droite: Norifumi Idee, Secrétaire Général, Secrétariat du Siège de la Politique sur les Océans, Japon; Jung-Keuk Kang, Président, Institut coréen de recherche et développement sur les océans; Président du Panel Seoung-Yong Hong, Forum coréen sur la croissance verte des océans; Miguel Palomares, Directeur, Division de l'Environnement Marin, OMI; Willett Kempton, Center for Carbon-free Power Integration, Université du Delaware; et Bernard Giraud, Vice-Président de Sustainability and Shared Value Creation, Groupe Danone

changements climatiques et la stratégie de croissance verte de son pays. Il a noté l'importance des activités dans le domaine des énergies renouvelables des océans, de même que les défis, les opportunités et les stratégies de financement associés à ces efforts.

Willett Kempton, Centre pour l'intégration de l'énergie sans carbone, Université du Delaware, a insisté sur le fait que l'atténuation des changements climatiques et de l'acidification des océans nécessite l'utilisation d'importantes ressources énergétiques non fossiles et une action rapide. Il a indiqué que la technologie des éoliennes offshore a fait ses preuves, est disponible immédiatement et compétitive. Il est également revenu sur la capacité des éoliennes offshore à satisfaire la demande en énergie du nord-est des États-Unis et a appelé à considérer les impacts nets environnementaux lorsqu'on compare les sources d'énergie alternatives.

Bernard Giraud, Directeur du développement durable (*Sustainability and Shared Value Creation*), Groupe Danone, a présenté la Fondation Danone pour la Nature – un partenariat entre Danone, le Secrétariat de la Convention de Ramsar et l'UICN. Après avoir diffusé une vidéo sur un projet de plantation de forêts de mangrove au Sénégal, il a donné un aperçu des leçons apprises.

Dans son allocution, S.E. Anote Tong, Président de la République de Kiribati, a insisté sur le fait qu'à cause de la montée du niveau des mers et de l'acidification des océans, l'adaptation aux changements climatiques est devenue un enjeu de sécurité et de survie pour les pays de faible altitude comme Kiribati. Tong a affirmé que les réinstallations sont des mesures de dernier recours et il a sollicité un financement adéquat des stratégies d'adaptation, en rappelant les injustices devant les changements climatiques.

Mise en œuvre et stratégies de financement de l'adaptation aux impacts des changements climatiques sur les océans, les communautés côtières et les PEID:

Cette séance a eu lieu le jeudi après-midi et était présidée par Andrew Hudson, Conseiller Technique Principal, Eaux Internationales, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Lynne Hale, Directrice, *The Nature Conservancy* (TNC), a parlé du rôle important de l'adaptation basée sur les écosystèmes pour accroître la résilience sociale et des écosystèmes. Elle a également évoqué la protection qu'offrent les systèmes côtiers contre la hausse du niveau des mers et les tempêtes. Elle a décrit les projets de TNC sur les aires marines protégées (AMP), l'infrastructure verte et la restauration des habitats pour assurer la protection des côtes.

Le Cong Thanh, Directeur Général au Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Viet Nam, est intervenu sur: la menace que la hausse du niveau des mers constitue pour le Viet Nam et ses effets sur la sécurité alimentaire; la structure du programme gouvernemental pour répondre aux changements climatiques; et le Programme

danois d'adaptation aux changements climatiques mené au Viet Nam et qui inclut une composante de renforcement des capacités.

Youssef Nassef, Directeur, Sous-Programme pour l'Adaptation, CCNUCC, est intervenu sur: les programmes d'action pour l'adaptation nationale; l'implication du secteur privé dans le programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques; et les opportunités de financement de l'adaptation comme le Fonds en fidéicommis du FEM et le Fonds spécial pour les changements climatiques. Nassef a noté que malgré les défis "l'adaptation est un sujet sur lequel la plupart des pays convergent".

Nicole Glineur, Directrice de Programme au FEM, a regretté la dégradation des océans induite par les humains et qu'il faille attendre des événements catastrophiques tels que le récent déversement pétrolier dans le Golfe du Mexique pour prendre des mesures. Elle a parlé de l'augmentation du portefeuille du FEM pour les lignes de partage des eaux, les côtes et le milieu marin, d'une valeur de 2,6 milliards de \$US. Ce qui permet notamment le financement de 19 GEM et de plus de 250 AMP.

Marilou Drilon, Economiste des ressources naturelles, Département de l'Asie du Sud-Est, Banque Asiatique de Développement (BAD), a passé en revue le programme de la BAD pour les changements climatiques en indiquant les cinq priorités telles qu'encourager les transports durables et le développement urbain. Elle a donné un aperçu des trois modalités du programme et insisté sur le besoin d'investir des milliards de dollars pour faire avancer et généraliser l'adaptation aux changements climatiques.

Marc-Antoine Martin, Secrétaire Général du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), a expliqué que le FFEM se concentre sur: la Méditerranée et l'Afrique; l'intégration des enjeux environnementaux et de développement; et la promotion des partenariats multipartites. Il a décrit trois projets: le Parc National des Quirimbas au Mozambique, l'adaptation des Maldives à l'élévation du niveau de la mer, et le travail réalisé dans l'Océan Indien dans le cadre de la Commission de l'Océan Indien.

Les PEID et la mise en œuvre de la Stratégie Maurice dans le contexte des vulnérabilités face aux changements climatiques: Cette session a eu lieu le vendredi matin et était présidée par l'Ambassadrice Dessima Williams, Grenade, Présidente de l'Alliance des petits États insulaires. Elle a expliqué que la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des PEID, adoptée en 2005, faisait l'objet d'un examen quinquennal (MSI +5 pour *Mauritius Strategy for Further Implementation*). Elle a souligné la tenue d'une Journée Spéciale PEID le 10 mai 2010, pendant la 18^{ème} session de la Commission du développement durable, et que cette dernière servirait de conférence préparatoire pour l'Examen de Haut-niveau MSI +5.



De gauche à droite: Président du Panel Andrew Hudson, Conseiller Technique Principal, Eaux Internationales, PNUD; Le Cong Thanh, Directeur Général, Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Viet Nam; Lynne Hale, Directrice, The Nature Conservancy; S.E. Anote Tong, Président de la République de Kiribati; Youssef Nassef, Directeur, Sous-Programme de l'Adaptation, CCNUCC; Nicole Glineur, Directrice de Programme et Spécialiste Senior de la Biodiversité, FEM; Marilou Drilon, Economiste des ressources naturelles, Département de l'Asie du Sud-Est, Banque Asiatique de Développement; et Marc-Antoine Martin, Secrétaire Général, Fonds français pour l'environnement mondial



De gauche à droite: Mary Seet-Cheng, Ambassadeur de Singapour auprès du Panama et de Cuba; Ahmed Aslam, Ministère de l'Habitat, des Transports et de l'Environnement, Maldives; Président du Panel Amb. Dessima Williams, Président, Alliance des petits Etats insulaires; et Ambassadeur David Doyle, Délégué permanent de Saint-Kitts-et-Nevis auprès de l'UNESCO

Ahmed Aslam, Ministre de l'Habitat, des Transports et de l'Environnement, Maldives, a noté que malgré son désir de rester une nation insulaire dans les années à venir, le peuple des Maldives sait que, pour cela, il devra s'adapter aux changements climatiques. Aslam a insisté sur l'importance de sensibiliser l'opinion publique mondiale sur les changements climatiques, soulignant que même si les Maldives sont en première ligne, les changements climatiques affecteront tout le monde. Rappelant la déclaration d'intention de son pays de devenir "carbone neutre", il a dit que l'avenir réside dans les voies du développement à faible teneur en carbone.

Mary Seet-Cheng, Ambassadrice de Singapour auprès du Panama et de Cuba, s'est focalisée sur la stratégie de Singapour de Gestion intégrée des ressources en eau, en expliquant que cette dernière repose sur quatre "robinets nationaux": les captages d'eau au niveau local, l'eau importée, les eaux usées recyclées et l'eau dessalée. Elle a mis l'accent sur le lien entre la gestion de l'eau, la bonne gestion environnementale et la gestion intégrée des zones côtières urbaines.

L'Ambassadeur David Doyle, Délégué permanent de Saint-Kitts-et-Nevis auprès de l'UNESCO, a mis l'emphase sur le rôle de l'UNESCO dans l'aide aux PEID pour faire face aux changements climatiques, et a recommandé: d'adopter une approche descendante et ascendante plus ciblée dans l'élaboration des politiques; de donner la priorité aux liens entre l'UNESCO et les chapitres pertinents de la Stratégie de Maurice; et de mettre l'emphase sur le renforcement des capacités locales.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont abordé, entre autres: la hiérarchisation des risques; les systèmes de prévision des ondes de tempêtes, et les liens entre les PEID et l'action mondiale. Aslam a souligné le risque de l'incertitude concernant l'intensité des impacts des changements climatiques, appelant à plus de recherche locale. Doyle a souligné les risques que font peser les sécheresses sur les secteurs agricoles des PEID. S'agissant des systèmes d'alerte rapide, il a noté le rôle de l'UNESCO dans l'élaboration de ces systèmes, mais il a souligné le besoin d'avoir des plans d'évacuation efficaces au niveau local. Le Président Williams a relevé la nécessité d'impliquer

les PEID dans les prises de décisions au niveau mondial sur les changements climatiques, et il a noté l'importance de la coopération internationale.

PRÉSERVER LA VIE: BIODIVERSITE MARINE (OBJECTIF MONDIAL 2010), RESEAUX D'AIRES MARINES PROTEGEES (OBJECTIF MONDIAL 2012) ET CELEBRATION DE L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA BIODIVERSITE EN 2010, VERS NAGOYA 2010 – CdP 10 A LA CDB: Un panel de discussion s'est réuni sur ce thème le jeudi et un le vendredi.

Inventaire et suivi des progrès réalisés dans l'établissement de réseaux d'Aires marines protégées et dans la réduction de la perte de la biodiversité: Cette séance plénière a eu lieu le jeudi après-midi et était présidée par François Gauthiez, Bureau de la pêche, Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, France. Il a souligné le défi de réconcilier la gouvernance locale avec les enjeux mondiaux de la biodiversité.

Christophe Lefebvre, Délégué aux Affaires internationales, Agence française des Aires marines protégées, a noté que cette Conférence mondiale sur les océans s'était concentrée notamment sur les besoins en: développement des outils de gestion intégrée, renforcement des programmes de recherche, et d'intégration du rôle de la résilience des AMP dans les stratégies d'adaptation. Il a décrit le déclin continu de la biodiversité marine et appelé à un nouvel ordre du jour et une nouvelle feuille de route au plan international.

Salvatore Arico, Point focal pour les questions relatives à la biodiversité et à l'environnement de l'UNESCO, a passé des messages sur le thème de la conférence "Préserver la vie", parmi lesquels: faire avancer la communication sur les connaissances sur la biodiversité marine et leur application politique; assurer la gestion inclusive des océans dans les Zones économiques exclusives (ZEE) et les ZJN; et évaluer la protection marine actuelle afin d'établir l'ordre de priorité des emplacements des prochaines AMP.

Teresita Castillo, sous-Secrétaire, Département de l'environnement et des ressources naturelles, Philippines, a passé en revue les menaces majeures pesant sur la biodiversité marine dans son pays, notant que ce dernier est la région écologique marine la plus riche au monde. Elle a discuté



De gauche à droite: Christophe Lefebvre, Délégué aux Affaires Internationales, Agence française des Aires marines protégées; Teresita Castillo, Sous-secrétaire, Département de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Philippines; Patricio Bernal, Coordinateur, Initiative Mondiale pour la Biodiversité des Océans; Olivier Laroussinie, Directeur, Agence française des Aires marines protégées; Simonetta Fraschetti, Conférencière, Université de Lecce; et Salvatore Arico, Point Focal pour les questions sur la biodiversité et l'environnement, UNESCO

de la mise en œuvre et des défis de la GIZC, et de futurs projets comme le renforcement de l'éducation publique sur la conservation de la biodiversité marine.

Patricio Bernal, Coordinateur de l'Initiative mondiale pour la biodiversité des océans, a souligné que l'océan est un écosystème vivant essentiel à notre propre système de survie. Il a insisté sur la nécessité d'identifier des aires de taille significative et de créer des réseaux représentatifs d'AMP; d'élargir la coopération et la coordination; de s'accorder sur les objectifs et les cibles mondiaux pour promouvoir la coopération régionale et sectorielle; et d'adopter des mesures protectrices.

Simonetta Fraschetti, Conférencière à l'Université de Lecce, a indiqué que les réseaux efficaces d'AMP sont connectés, représentatifs et inscrits dans un cadre légal. Soulignant que seuls 4,9% des plateformes continentales sont inclus dans les AMP, elle a insisté sur la nécessité d'appliquer une gestion écosystémique en dehors des aires protégées.

Promouvoir un engagement accru des communautés politique et scientifique mondiales des océans et renforcer l'interface science-politique: Cette séance plénière s'est tenue le vendredi matin et était présidée par Salvatore Arico, Point Focal pour les questions relatives à la biodiversité et à l'environnement de l'UNESCO.

Aline Kuster-Ménager, sous-Directrice du Programme sur les changements climatiques et le développement durable, Ministère français de l'Ecologie, a noté les nombreux accords signés depuis le Sommet de Rio mais a aussi souligné que les ressources naturelles diminuent toujours aussi rapidement. Elle a indiqué que la recherche sur la biodiversité est fragmentée et qu'un mécanisme similaire à celui du GIEC permettrait de mieux intégrer la science dans l'élaboration des politiques pour la protection de la biodiversité des océans.

Salman Hussain, Economiste de l'environnement, Université Écossaise sur l'Agriculture, a souligné que les recherches mettant en valeur les services écosystémiques marins sont limitées. En s'appuyant sur une étude qui met en valeur les services écosystémiques marins au Royaume-Uni, il a décrit des travaux qui tentent provoquer et rendre opérationnel un changement dans la gestion et la conservation des ressources marines en soulignant le bénéfice net de la protection par rapport à ce qui est fait d'habitude.

Lucien Chabason, Directeur délégué de l'IDDRI, a décrit les négociations du Processus consultatif pour un Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité. Il a présenté dans les grandes lignes les problèmes non résolus à adresser lors de la prochaine réunion en Corée, parmi lesquels: l'étendue des travaux et les objectifs de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES pour *Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*); le renforcement des capacités pour faciliter les contributions aux travaux de l'IPBES; et la structure et la gouvernance de l'IPBES.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont soulevé le fait que la recherche sur la biodiversité est fragmentée et qu'il est difficile de comparer l'IPBES et le GIEC. Ils ont également souligné que l'IPBES ne devrait pas dupliquer les efforts, en particulier ceux du mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques.

Dans son allocution, Francine Cousteau, Présidente de la Société Cousteau, a parlé de la mission de Jacques Cousteau et de la façon dont la Société Cousteau poursuit son travail en menant des recherches pertinentes et en prônant: une approche holistique, la conservation de la biodiversité, le développement des énergies propres et la gestion intégrée des écosystèmes. Une vidéo de Jacques Cousteau a été projetée dans laquelle il établissait les liens entre l'eau et la vie et exprimait son engagement pour protéger les générations futures.

AMELIORER LA GOUVERNANCE: POUR UNE GESTION INTÉGRÉE ET ÉCOSYSTÉMIQUE DES OCÉANS ET DES CÔTES (OBJECTIF MONDIAL 2010) AUX NIVEAUX NATIONAL ET REGIONAL ET DANS LES ZONES AU-DELÀ DES JURIDICTIONS NATIONALES: Deux panels pléniers ont travaillé sur ce thème le vendredi après-midi

Mise en œuvre des bonnes pratiques de gestion intégrée et écosystémique des océans et des côtes aux niveaux national et régional: Ce panel plénier s'est réuni le vendredi après-midi et était présidé par Chua Thia-Eng, Président du Conseil du partenariat pour les mers de l'Asie orientale (*East Asian Seas Partnership Council*). Il a indiqué que le panel se focaliserait sur: les bonnes pratiques en matière de GIZC, de gestion écosystémique et de GIOZC; et sur les concepts d'intégration, coordination, participation, négociation, compromis, et gouvernance et gestion intégrées, y compris dans les ZJN.

David Freestone, Professeur invité titulaire de la Chaire de Lobingier, Ecole de Droit, Université George Washington, a fait une présentation sur le compte rendu de la Conférence sous le thème "Améliorer la Gouvernance". Il a relevé les recommandations du Groupe de travail suivantes: renforcer la volonté politique; adopter une approche "imbriquée" aux niveaux local, national et régional; inclure des objectifs sectoriels dans la planification intégrée; et développer des indicateurs de mise en œuvre.

Magnus Ngoile, Coordinateur des politiques et de la gouvernance, Projet Grands Ecosystèmes Marins d'Agulhas et de Somalie, PNUD-FEM, a expliqué que malgré l'application de la GIZC dans 100 pays, beaucoup de ces initiatives n'ont pas encore été intégrées dans les valeurs fondamentales des gouvernements. Il a recommandé: d'augmenter l'échelle des programmes nationaux à une plus grande partie des zones côtières et de ZEE; d'intégrer les mécanismes GIZC et de gestion écosystémique dans les projets d'adaptation au changement climatique; et de partager les bonnes pratiques.



De gauche à droite: Aline Kuster-Ménager, Ministère de l'Ecologie, France, Président du Panel Salvatore Arico, UNESCO; Salman Hussein, Economiste de l'environnement, Université écossaise pour l'agriculture; et Lucien Chabason, Directeur Adjoint, Institut du développement durable et des relations internationales



De gauche à droite: **Jacqueline Alder**, Chef, Branche des Ecosystèmes Marins et Côtiers, PNUE; Présidente du Panel **Chua Thia-Eng**, Présidente, Partenariat sur les Mers de l'Asie orientale; **Magnus Ngoile**, Coordinateur de Politique et Gouvernance, Projet sur les Grands Ecosystèmes Marins d'Agulhas et Somalie; **David Freestone**, Ecole de Droit, Université de George Washington; **Frederick Herpers**, Directeur de Projet, Secrétariat Général de la Mer, France, représentant le Secrétaire Général de la Mer, France; **Paul Sandifer**, Conseiller scientifique principal, NOAA, États-Unis; **Darius Campbell**, Programme Maritime, Département de l'Environnement, de la Nourriture et des Affaires sociales, Royaume-Uni; **Rejoice Mabudafhasi**, Ministre Délégué, Département des Affaires Environnementales et du Tourisme, Afrique du Sud; **A Dong**, Directeur Général adjoint, Administration de l'Etat sur les Océans, Chine; et **Haitze Siemers**, Chef d'Unité de Politique Maritime en Mer Baltique et en Mer du Nord, Direction Générale des Affaires Maritimes, Commission Européenne

Frederick Herpes, Directeur de Projet et représentant le Secrétaire Général de la Mer, Secrétariat Général de la Mer, France, a relevé l'importance qu'accorde son pays aux océans et aux côtes. Il a décrit l'approche intégrée et holistique adoptée par la France pour mettre en œuvre la gestion écosystémique, et il a insisté sur la nécessité d'aligner les différents secteurs et échelles d'économie, y compris une approche européenne plus largement intégrée pour une meilleure prise en compte des frontières des écosystèmes.

Darius Campbell, Chef de l'Unité des stratégies et des données scientifiques, Programme Maritime, Département de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires Rurales, Royaume-Uni, a passé en revue la Loi du Royaume-Uni sur l'Accès aux zones maritimes et côtières. Elle couvre notamment la planification maritime intégrée, l'amélioration de la protection des pêches dulcicoles et l'accès aux zones côtières. Il a dit que les objectifs de haut niveau sont traduits dans une Charte maritime qui orientera les plans régionaux et les décisions relatives aux autorisations d'exploitation, en fonction des circonstances locales.

Haitze Siemers, Chef de l'Unité de Politique Maritime Mer Baltique et Mer du Nord, Direction Générale des Affaires Maritimes et de la Pêche, Commission Européenne, a donné un aperçu des éléments clés d'une politique maritime intégrée (PMI), à savoir: adopter un état d'esprit de gouvernance intégrée; développer des instruments de planification de l'espace maritime; et s'engager et intervenir à des niveaux multiples. Il a insisté sur la nécessité de reconnaître les opportunités économiques qu'offrent les océans et les côtes, ou la "croissance bleue".

Paul Sandifer, Conseiller scientifique principal de la NOAA aux États-Unis, a décrit le travail de l'équipe chargée d'élaborer la politique nationale des océans, et souligné l'implication des pouvoirs publics. Il a expliqué que la politique contient des engagements en matière de gestion écosystémique et de planification de l'espace côtier et maritime.

A Dong, Directeur Général Adjoint, Administration Nationale Océanique, Chine, a fait une présentation sur la gestion des mers et des îles en Chine, en soulignant: l'adoption d'une législation sur les usages de la mer et d'un système de zonage fonctionnel de l'espace maritime, qui prévoit le paiement de taxes à l'État par les usagers; et le développement d'un système de planification pour la protection des îles au large des côtes.

Jacqueline Alder, Directrice, Branche des Ecosystèmes Marins et Côtiers, PNUE, a parlé des leçons apprises du Programme pour les mers régionales sur la GIZC. S'agissant de l'interaction régional-national, elle a recommandé de définir: le champ géographique et le mandat; des objectifs stratégiques et opérationnels; et un programme de travail avec des ressources suffisantes. Elle a aussi relevé la nécessité de recevoir l'appui d'un secrétariat.

Rejoice Mabudafhasi, Ministre Délégué, Département des Affaires Environnementales et du Tourisme, Afrique du Sud, a parlé de l'application de la GIZC en Afrique du Sud, en insistant sur: la Loi sur la GIZC; la participation du pays à deux projets de gestion écosystémique; et l'objectif de protéger 14% des zones côtières grâce à la création d'AMP d'ici fin 2014. Concernant les changements climatiques, elle a salué le travail de l'OMI en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues au transport maritime international.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont insisté sur le besoin d'évaluer les progrès réalisés en matière de GIZC, et l'engagement des secteurs de la pêche et du pétrole en matière de planification spatiale.

Améliorer la gouvernance des zones marines au-delà des juridictions nationales: élaboration d'options de gestion:

Ce panel plénier s'est réuni le vendredi après-midi et était présidé par Gabriele Goettsche-Wanli, Directrice déléguée, Division des Nations Unies pour les Affaires Océaniques et le Droit de la Mer. Elle a rappelé que l'Assemblée Générale des Nations Unies a juridiction sur la biodiversité marine dans les ZJN et que cette question est prise en charge par le Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer (ICP) et par le Groupe de travail spécial sur la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BJN).

Liesbeth Lijnzaad, co-Directrice, troisième Groupe de travail sur la BJN, a parlé de "faille réglementaire" internationale en référence à la protection de la biodiversité marine des ZJN, et elle a rappelé que l'Autorité internationale des fonds marins couvre les ressources minérales et que la CDB couvre les zones de juridiction nationale. Reconnaisant la compétence des États du pavillon et des organisations régionales, elle a insisté sur la nécessité d'une coopération internationale pour améliorer la protection. Elle a insisté sur la recommandation du troisième Groupe de travail sur la BJN d'envisager un instrument légal, et a mentionné que le processus de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons pourrait servir de modèle.

Don MacKay, co-Président, ICP, a recommandé d'adopter une approche progressive pour la conservation et l'utilisation des ressources génétiques des ZJN en se basant sur les exigences de la CNUDM en matière d'évaluation des impacts environnementaux. Il a décrit le rôle de l'ICP et indiqué que les débats de la prochaine réunion annuelle porteront sur le renforcement des capacités.

Matthew Gianni, Conseiller politique, DSCC, a relevé des progrès insuffisants en matière d'engagement politique de la part des États dans le cadre des résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour interdire la pêche en eaux profondes sans la réalisation préalable d'études d'impact environnemental. Il a insisté sur le rôle joué par les organisations régionales de gestion des pêches dans l'application de ces résolutions et sur la nécessité de



De gauche à droite: Présidente du Panel **Gabrielle Goettsche-Wanli**, Directrice Adjointe, Division des Nations Unies pour les Affaires Océaniques et le Droit de la Mer; **Liesbeth Lijnzaad**, Co-Présidente, Troisième Groupe de Travail sur la biodiversité marine dans les zones au-delà des juridictions nationales; Ambassadeur **Don MacKay**, Co-Président, Processus consultatif officiel des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer; **Matthew Gianni**, Conseiller politique, DSCC; **Biliana Cicin-Sain**, Co-Présidente, Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles; et **David Vousden**, Directeur de Projet, Projet sur les GEM d'Agulhas et de Somalie

remplir ces engagements pour faire un pas vers la mise en œuvre des décisions des Conférences des Parties à la CDB sur la protection des zones écologiquement et biologiquement sensibles.

La co-Présidente Cicin-Sain a décrit les travaux du Forum mondial pour faire avancer la protection de l'environnement marin dans les ZNJ. Elle a mentionné en particulier trois ateliers multipartites organisés en 2008. Elle a indiqué que l'application de la gestion écosystémique et de la GIZC dans les ZJN requiert: le développement et l'application d'un ensemble de principes; des capacités en matière de cartographie du zonage des aires protégées; des capacités institutionnelles et de mise en œuvre; et du financement. Elle a recommandé la réalisation de projets pilotes pour expérimenter les questions liées aux ZJN avec le financement du FEM afin de tirer des leçons et faire avancer le dialogue intergouvernemental.

David Vousden, Directeur de Projet, Projet sur les GEM d'Agulhas et de Somalie, a expliqué que les GEM sont l'occasion de tester et faire évoluer les stratégies de gestion et de partenariats dans les ZJN. Il a ajouté que l'interface expérimentale entre les GEM et les ZNJ pourrait alimenter les négociations sur le régime de gouvernance des ZJN.

PERSPECTIVES A L'ISSUE DES TABLES RONDES:

Le jeudi après-midi, Jérôme Bignon, Député de la Somme, Assemblée Nationale française, a présenté les résultats de la Table ronde des Parlementaires de l'océan. Les participants – représentants du Brésil, de la France, de la Grèce et de la Polynésie Française – ont créé un réseau de parlementaires sur les océans. Reconnaissant la menace qui plane sur les écosystèmes marins, Bignon a souligné l'importance que les participants à cette table ronde interagissent avec les parlementaires du monde entier pour améliorer la réglementation maritime. Il a également insisté sur le rôle que joue le Forum mondial sur les océans pour faciliter cette interaction et éviter les efforts redondants.

Corinne Lepage, Présidente de l'intergroupe Mers et Zones côtières au Parlement Européen, a évoqué les efforts de l'Intergroupe pour dépasser les approches sectorielles et traiter les sujets tels que la biodiversité marine, les déchets dans les océans, les garde-côtes européens, les océans et le climat.

Le vendredi après-midi en plénière, Chu Hoi Nguyen, Administrateur Délégué, Administration vietnamienne sur les mers et les îles, a fait une présentation sur les perspectives de la table ronde des Autorités régionales, provinciales et locales. Il a insisté sur les contraintes auxquelles elles font face, telles les politiques nationales sectorielles et le chevauchement des juridictions. Il a plaidé pour un meilleur réseautage et accès aux données de façon à améliorer le transfert de connaissances et faciliter et accélérer les actions appropriées au niveau local.

Le vendredi après-midi également, le co-Président Stefanini a donné un aperçu des recommandations de la table ronde des Officiels nationaux de haut niveau, appelant en particulier à: une approche intégrée de la gestion des océans; explorer "REDD bleu" c'est-à-dire une version appliquée aux océans du concept de la réduction des émissions liées à la REDD; et améliorer les interactions entre la communauté scientifique et les décideurs politiques.

FAIRE AVANCER L'AGENDA MONDIAL DES OCEANS: Ce panel de clôture s'est réuni le vendredi après-midi et était présidé par la co-Présidente Cicin-Sain de la Conférence mondiale sur les océans.

Dans une allocution, Jean-Michel Cousteau, Président de *Ocean Futures Society*, France, a replacé son intervention dans le contexte du déversement pétrolier en cours dans le Golfe du Mexique et regretté le traitement infligé aux océans qui servent "d'égoût universel". Il a projeté une vidéo sur les orques et évoqué par analogie la situation critique dans laquelle nous nous trouvons. Pour cela, il a démontré que les toxines telles que les PCB, s'accumulent dans le corps humain comme elles le font dans celui des orques. Il s'est dit encouragé par les jeunes leaders d'aujourd'hui et a enjoint les participants à agir enfin sur la science actuelle et à prendre des mesures pour protéger le système dont dépend notre propre subsistance.

Également dans une allocution, Felix Dodds, Directeur Exécutif, Forum des Parties prenantes, a parlé du rôle du Sommet de Rio +20 et appelé à des résultats dont: l'adoption d'une feuille de route pour réduire le taux actuel de perte de la biodiversité et d'un nouveau plan directeur qui mette en relation les questions d'environnement et de sécurité; le renforcement du PNUE, une approche plus cohérente de la gestion des biens communs mondiaux face à une réglementation environnementale internationale fragmentée,



De gauche à droite: **Felix Dodds**, Directeur Exécutif, Forum des Parties prenantes; **Karl Falkenberg**, Directeur Général, Direction Générale de l'Environnement, Commission Européenne; **Chu Hoi Nguyen**, Administrateur Adjoint, Administration vietnamienne de la Mer et des Îles; **Laurent Stefanini**, Co-Président de la réunion et Ambassadeur délégué à l'environnement, Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, France; Co-Présidente **Biliana Cicin-Sain**, Chef du Secrétariat, Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles; **Jean-Michel Cousteau**, Président, *Ocean Futures Society*; **Wendy Watson-Wright**, Secrétaire Exécutive, UNESCO-COI; et **Philippe Vallette**, Co-Président, Réseau Mondial des Océans et Directeur Général, NAUSICAA

le renforcement de la Commission du développement durable, et un accord exhaustif sur les changements climatiques. Il a ajouté que le Sommet Rio +20 devait impliquer toutes les parties prenantes.

Karl Falkenberg, Directeur Général, Direction de l'Environnement, Commission Européenne, a souligné que la vie est apparue dans les océans et a appelé à un changement rapide dans les modes de production et de consommation pour s'adapter à la capacité limitée de la Terre.

Le co-Président Stefanini a livré les points saillants du message de Bernard Kouchner, Ministre des Affaires Etrangères et Européennes en France, en insistant sur l'intérêt que porte la France sur les questions relatives aux océans.

La co-Présidente Watson-Wright a présenté la liste des recommandations de la Déclaration des co-Présidents de la Conférence distribuée au cours de la plénière de clôture, à savoir: lancer une initiative large sur les océans et le climat – dans le cadre et en dehors des négociations de la CCNUCC; développer un Mandat de Nagoya sur les océans pour renouveler le Mandat de Jakarta sur la conservation et l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique côtière et marine; appuyer la création de l'IPBES; et développer des stratégies adéquates et imbriquées pour la gestion écosystémique et la GIZC à différentes échelles. Elle a remercié les organisateurs et les participants et a clôturé la Conférence à 19h29.

REUNIONS A VENIR

CDB OSAST 14: La 14^{ème} rencontre de l'Organe Subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSAST) de la CDB se tiendra du 10 au 21 mai 2010 à Nairobi, au Kenya. Pour plus d'information, contacter: le Secrétariat de la CDB; tel: + 1-514-288-2220; fax: + 1-514-288-6588; e-mail: secretariat@cbd.int; internet: <http://www.cbd.int/doc/?meeting=SBSTTA-14>

26^{ème} SESSION DE LA COMMISSION EUROPEENNE CONSULTATIVE POUR LES PECHES DANS LES EAUX INTERIEURES: Cette session aura lieu du 17 au 20 mai 2010 à Zagreb, en Croatie. Pour plus d'information, contacter: Gerd Marmulla; e-mail: gerd.marmulla@fao.org; internet: <ftp://ftp.fao.org/FI/DOCUMENT/eifac/eifac26/default.htm>

CONFERENCE D'EXAMEN DE L'UNFSA: La conférence d'examen de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons aura lieu du 24 au 28 mai 2010 au Siège de l'ONU à New York, aux États-Unis. Pour plus d'information, contacter: UNDOALOS; tel: +1-212-963-3962; fax: +1-212-963-5847; e-mail: doalos@un.org; internet: <http://www.un.org/Depts/los/>

TROISIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE DEVERSEMENT DE DEBRIS: Cette conférence se tiendra du 24 au 26 mai 2010 à Milan, en Italie. Elle servira de tribune aux ingénieurs, scientifiques et directeurs de laboratoires, aux industries, gouvernements et académies, pour échanger leurs connaissances et leur expertise dans les domaines suivants: érosion et instabilité des côtes, transport des sédiments, saisie des données sur le déversement et l'inondation de débris, et la phénoménologie de l'écoulement de débris et les tests de laboratoire. Elle leur permettra également de discuter des méthodologies les plus avancées concernant le suivi, la modélisation, la mécanique, la prédiction et l'évaluation des risques. Pour plus d'information, contacter: Claire Shiell; tel: +44 (0) 238 0293223; fax: +44 (0) 238 0292853; e-mail: cshiell@wessex.ac.uk; internet: <http://www.wessex.ac.uk/10-conferences/debris-flow-2010.html>

32^{ème} SESSION DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CCNUCC, L'AWG-LCA 10 ET L'AWG-KP 12:

La 32^{ème} session des Organes subsidiaires de la CCNUCC – l'Organe Subsidiaire pour la mise en application (SBI) et l'Organe Subsidiaire de Conseil Scientifique et Technologique (OSCST) – se tiendront du 31 mai au 11 juin 2010 à Bonn, en Allemagne. La 10^{ème} session du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA 10) et la 12^{ème} session du Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des parties de l'Annexe 1 au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP 12) auront lieu en même temps. Pour plus d'information, contacter: le Secrétariat de la CCNUCC; tel: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; e-mail: secretariat@unfccc.int; internet: <http://unfccc.int/>

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES

REQUINS: Cette conférence se tiendra du 6 au 11 juin 2010 à Cairns, en Australie. Cette rencontre ponctuelle offrira une tribune aux meilleurs experts mondiaux sur les requins et les raies, ainsi qu'aux étudiants et aux chercheurs débutants pour partager des idées, mettre à jour l'information disponible et rendre compte des progrès des études scientifiques les plus récentes sur l'écologie des requins et des raies. Pour plus d'information, contacter: le Secrétariat International sur les Requins; e-mail: sharksinternational@gmail.com; internet: <http://www.sharksinternational.org>

CONFERENCE MONDIALE SUR L'AQUACULTURE

2010: Cette conférence se tiendra du 9 au 12 juin 2010 à Bangkok, en Thaïlande. La réunion permettra aux parties prenantes de l'aquaculture de comprendre le statut et les tendances de son développement, de passer en revue les problématiques émergentes, et d'évaluer les opportunités et les défis qui se posent à un futur développement. Pour plus d'information, contacter: fax: +66-2561-1728, e-mail: aqua-conference2010@enaca.org; internet: <http://www.aqua-conference2010.org/>

11^{ème} REUNION DU PROCESSUS CONSULTATIF OFFICIEUX OUVERT A TOUS SUR LES OCEANS ET LE DROIT DE LA MER:

Cette réunion aura lieu du 21 au 25 juin 2010 au Siège des Nations Unies à New-York, aux États-Unis. Pour plus d'information, contacter: la Division des Nations Unies pour les Affaires Maritimes et du Droit de la Mer (DOALOS); tel: +1-212-963-3962; fax: +1-212-963-5847; e-mail: doalos@un.org; internet: <http://www.un.org/Depts/los/>

62^{ème} REUNION ANNUELLE DE LA COMMISSION BALEINIÈRE INTERNATIONALE:

Cette réunion se tiendra du 21 au 25 juin 2010 à Agadir, au Maroc. Pour plus d'information, contacter: tel: +44 (0)-1223-233-971; fax: +44 (0)-1223-232-876; e-mail: secretariat@iwcoffice.org; internet: <http://iwcoffice.org/meetings/meeting2010.htm>

ATELIER INTERNATIONAL SUR LA GESTION DES QUESTIONS RELATIVES AUX PRISES ACCESSOIRES PAR LES ORGP THONIERES:

Cet atelier se tiendra du 23 au 26 juin 2010 à Brisbane, en Australie. Il a pour but de conseiller les Organisations Régionales de Gestion des Pêches (ORGP) du thon sur les meilleures pratiques (méthodologie et technique) pour évaluer et réduire la mortalité accidentelle des espèces non visées telles que les oiseaux de mer, les tortues, les requins, les mammifères marins, et les juvéniles des espèces visées. Pour plus d'information: <http://www.tuna-org.org/meetings2010.htm>

SEMAINE INTERNATIONALE DE L'EAU A

SINGAPOUR: Cet événement aura lieu du 28 juin au 2 juillet 2010 à Singapour. Sur le thème "Villes durables: pour une eau propre et abordable", la Semaine sera consacrée en priorité à la recherche de solutions efficaces et efficaces en

termes de prix pour prendre en charge les problèmes d'eau dans un environnement en perpétuel changement. Pour plus d'information, contacter: Michael Toh, Directeur Général (Managing Director); tel: +65-6731-3160/3169; fax: +65-6731-3055; e-mail: info@siww.com.sg; internet: <http://www.siww.com.sg/>

SUITE DE L'APA 9: La suite de la 9^{ème} réunion du Groupe de Travail Spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages (APA) de la CDB se tiendra à Montréal au Canada du 10 au 16 juillet 2010. Pour plus d'information, contacter: le Secrétariat de la CDB; tel: +1-514-288-2220; fax: +1-514-288-6588; e-mail: secretariat@cbd.int; internet: <http://www.cbd.int/meetings/>

GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL PLÉNIER CHARGÉ DE RECOMMANDER A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE UN PLAN D'ACTION POUR LE MÉCANISME DE NOTIFICATION ET D'ÉVALUATION SYSTÉMATIQUES À L'ÉCHELLE MONDIALE DE L'ÉTAT DU MILIEU MARIN, Y COMPRIS LES ASPECTS SOCIOÉCONOMIQUES: Cet événement aura lieu du 10 août au 3 septembre 2010 au Siège de l'ONU à New York, aux Etats-Unis. Pour plus d'information, contacter: DOALOS; tel: +1-212-963-3962; fax: +1-212-963-5847; e-mail: doalos@un.org; internet: http://www.un.org/Depts/los/global_reporting/global_reporting.htm

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES OCEANS, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE: LES DEFIS DES VILLES OCEANQUES ET COTIERES: Cette conférence se tiendra du 2 au 4 septembre à Beijing, en Chine. Elle inclura la 33^{ème} *Pacem in Maribus* (Paix dans les Océans), et le 50^{ème} Anniversaire de la Commission Océanographique Intergouvernementale. Pour plus d'information, contacter: Yu Hongrong, *International Oceans Institute* (IOI, Institut International sur les Océans), Point focal à Shanghai, Chine; tel: +86-21-38820765; fax: +86-21-58853909; e-mail: yuhr@shmtu.edu.cn; internet: <http://www.ioinst.org/>

SOMMET DE L'ENVIRONNEMENT DE

L'ATLANTIQUE DU NORD-EST: Cette réunion ministérielle de la Commission de la Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) aura lieu du 20 au 24 septembre 2010 à Bergen, en Norvège. Pour plus d'information, contacter: la Commission de l'OSPAR; tel: +44 (0)-20-7430-5200; fax: +44 (0)-20-7430-5225; e-mail: secretariat@ospar.org; internet: www.ospar.org

CDB CdP 10: La 10^{ème} Conférence des Parties (CdP 10) à la CDB se tiendra du 18 au 29 octobre 2010 à Nagoya, au Japon. Elle vise à: évaluer si l'objectif 2010 de réduction significative de la vitesse de la perte de biodiversité a été atteint; adopter un protocole sur l'APA et un plan stratégique révisé de la Convention; et célébrer l'Année internationale de la biodiversité 2010. Pour plus d'information, contacter: le Secrétariat de la CDB; tel: +1-514-288-2220; fax: +1-514-288-6588; e-mail: secretariat@cbd.int; internet: <http://www.cbd.int/doc/?meeting=COP-10>. La Journée mondiale des océans à Nagoya aura lieu le 23 octobre 2010. Pour plus d'information, contacter le Secrétariat du Forum Mondial des Océans; tel: +1-302-831-8086; fax: +1-302-831-3668; email: mbalgos@udel.edu

16^{ème} CONFERENCE DES PARTIES DE LA CCNUCC ET 6^{ème} REUNION DES PARTIES DU PROTOCOLE DE KYOTO: Elles se tiendront du 29 novembre au 10 décembre 2010 à Cancun, au Mexique. Pour plus d'information, contacter: le Secrétariat de la CCNUCC; tel: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; e-mail: secretariat@unfccc.int; internet: <http://unfccc.int/>

5^{ème} CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES DEBRIS MARINS: Cette conférence, co-organisée par le PNUE et la NOAA, se tiendra du 20 au 25 mars 2011 à Honolulu, à Hawaï. Elle reviendra sur les avancées de la recherche et sera l'occasion de partager les stratégies et meilleures pratiques pour évaluer, réduire et prévenir les impacts des débris marins. Pour plus d'information, contacter: David Osborn, PNUE; tel: +254 20 762 5721; e-mail: david.osborn@unep.org ou 5IMDCConf@gmail.com; internet: <http://www.5imdc.org/>



Vue d'une des séances plénières

3^{ème} REVUE INTERGOUVERNEMENTALE DU PROGRAMME D'ACTION MONDIAL POUR LA PROTECTION DU MILIEU MARIN CONTRE LA POLLUTION DUE AUX ACTIVITÉS TERRESTRES:

Cette réunion devrait se tenir en 2011, le lieu est encore indéterminé. Pour plus d'information, contacter: le Coordinateur du PNUE/GPA; tel: +31-70-3114460; fax: +31-70-3456648; e-mail: gpa@unep.nl; internet; <http://www.gpa.unep.org>

RAMSAR CdP 11: La 11^{ème} Conférence des Parties (CdP 11) à la Convention de Ramsar sur les zones humides d'importance internationale, en particulier les Habitats de Sauvagine, devrait se tenir au cours du premier semestre 2012, en Roumanie. Les dates exactes et le lieu sont à confirmer. Pour plus d'information, contacter: le Secrétariat de la Convention de Ramsar; tel: +41-22-999-0170; fax: +41-22-999-0169; e-mail: ramsar@ramsar.org; internet: <http://www.ramsar.org/>

GLOSSAIRE

AMP	Aire marine protégée	INN	Illégale, non déclarée et non réglementée
APA	L'accès et le partage des avantages (CDB)	IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques / Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services
AWG-KP	Groupe de Travail Spécial sur les nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto (CCNUCC)	MSC	Marine Stewardship Council
AWG-LCA	Groupe de Travail spécial sur l'action concertée à long terme au titre de la Convention (CCNUCC)	MSI	Mauritius Strategy for Further Implementation
BAD	Banque Asiatique de Développement	NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration (Etats-Unis)
BJN	Biodiversité au-delà des juridictions nationales	NRDC	Comité de défense des ressources naturelles / The Natural Resources Defense Council
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
CDB	Convention sur la diversité biologique	OMI	Organisation maritime internationale
CdP	Conférence des Parties	ONG	Organisation non gouvernementale
CNUDM	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	ONU	Organisation des Nations Unies
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	ORGP	Organisation Régionale de Gestion des Pêches
COI	Commission océanographique intergouvernementale	OSAST	Organe Subsidaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (CDB)
DOALOS	Division pour les affaires maritimes et du droit de la mer (Etats-Unis)	OSCST	Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique (CCNUCC)
DSCC	Coalition pour la préservation des profondeurs océaniques	OSPAR	Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PEID	Petits Etats insulaires en développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	PEMSEA	Partenariat pour la gestion de l'environnement des mers d'Asie de l'Est
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial	PMI	Politique maritime intégrée (Union Européenne)
GCMN	Réseau mondial de suivi des récifs coralliens / Global Coral Reef Monitoring Network	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
GEM	Grands écosystèmes marins	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	RAMSAR	Convention de Ramsar sur les zones humides d'importance internationale
GIOZC	Gestion intégrée des océans et zones côtières	RdP	Réunion des Parties
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau	REDD	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation forestière
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières	SBI	Organe Subsidaire pour la mise en application (CCNUCC)
GLOBE	Organisation mondiale des législateurs pour un environnement équilibré / Global Legislators Organization for a Balanced Environment	SMDD	Sommet mondial sur le développement durable
GPA	Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres	TNC	The Nature Conservancy
ICP	Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer / UN Open-ended Informal Consultative Process on Oceans and the Law of the Sea	UE	Union Européenne
IDDDRI	Institut du développement durable et des relations internationales	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
		UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
		UNFSA	Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons
		WWF	Fonds mondial pour la nature
		ZEE	Zones économiques exclusives
		ZJN	Zones au-delà des juridictions nationales